

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :

1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F  
- programme communiste -  
1 an, pli ouvert : 40 F  
1 an, pli fermé : 60 F

15<sup>e</sup> ANNEE - N° 278  
LE NUMERO : 2 FF

20 FB - 1 FS

2 au 15 décembre 78

## Pour le parti mondial unique de la révolution prolétarienne

« L'Internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale et la création de la république internationale des soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de tout régime gouvernemental. L'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. Et l'Internationale Communiste considère le pouvoir des Soviets comme la forme de dictature du prolétariat qu'impose l'histoire.

La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays.

La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus la véracité de ce qu'on pouvait lire dans les Statuts de la

I<sup>re</sup> Internationale : l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale, ni nationale, mais bien une tâche sociale et internationale.

L'Internationale Communiste rompt pour tout jamais avec la tradition de la II<sup>e</sup> Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les peuples de race blanche. L'Internationale Communiste fraternise avec les hommes de race blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre. [...]

L'Internationale Communiste n'ignore pas que pour hâter la victoire, l'Association Internationale des Travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée ».

Qui se souvient aujourd'hui des Considérants des Statuts de l'Internationale Communiste, adoptés dans l'enthousiasme au II<sup>e</sup> Congrès de Moscou, en juillet 1920 ? Le but du communisme est international, l'émancipation prolétarienne est internationale, l'organisation communiste ne peut être également qu'internationale. Cependant l'internationalisme n'est pas suffisant en lui-même pour caractériser le parti communiste.

D'ailleurs le Congrès de juillet 1920 fut dirigé contre la II<sup>e</sup> Internationale, qui s'était endormie dans le parlementarisme bourgeois, le réformisme et les voies « démocratiques et pacifiques au socia-

lisme », avant de sombrer honteusement dans le social-patriotisme et la participation aux gouvernements de la guerre impérialiste. De même le Congrès fut dirigé contre le « Centre » de Kautsky, la fameuse « Internationale 2 1/2 », véritable courant centriste qui cherchait à tromper le prolétariat en vantant hypocritement la révolution russe, mais en dénigrant les « excès » des bolchéviks, à savoir rien moins que la dictature, la terreur, qu'il voulait marier avec la démocratie, de même qu'il voulait marier les soviets avec les parlements, le parti unique du

(suite page 2)

### DANS CE NUMERO

- **Marxisme et autogestion (1) : ce n'est pas du centralisme que vient l'oppression mais du capitalisme**
- **« Nouvelle bourgeoisie » : nouvelle aberration révisionniste**
- **Dans les cinq continents : Iran, Afrique, Grèce**
- **Luttes ouvrières : défense des chômeurs, grève des hôpitaux en Italie, Bulletin Renault.**

## Préparer la riposte de classe à l'attaque bourgeoise contre les prolétaires immigrés

« La France va-t-elle faire comme l'Allemagne, c'est-à-dire ne pas renouveler les cartes de travail de 200.000 à 300.000 travailleurs étrangers ? Giscard a demandé à ses ministres de réfléchir à ce délicat problème, car il est actuellement plus préoccupé par le chômage que par l'inflation. Une occasion se présente : de nombreuses cartes arrivent à échéance l'année prochaine, surtout pour les Algériens.

« C'est une opération difficile à mener. Des contacts sont en cours avec les gouvernements étrangers intéressés. Il faut apprécier toutes les données du problème : politiques, juridiques et morales. Aucune décision n'est encore prise. Mais un ministre nous a confié que s'il n'y avait pas de renversement de tendance sur l'emploi au cours des prochains mois, le gouvernement sera fortement tenté de s'engager dans cette direction, d'autant, qu'à ses yeux, une partie importante de l'opinion publique n'y serait pas hostile » (La lettre de l'Expansion, 23-10-78, n° 434).

Opération difficile à mener en effet, car il faut compter avec la résistance opiniâtre que les prolétaires immigrés ont manifestée depuis le début de la politique restrictive de l'immigration, dans toute une série de luttes qui ont permis d'énormes progrès dans l'organisation des travailleurs et l'utilisation de méthodes de lutte de plus en plus classistes.

C'est pour préparer les travailleurs français à ne pas réagir lorsqu'elle mettra à la porte des centaines de milliers de travailleurs immigrés que la bourgeoisie a lancé plusieurs campagnes mensongères et démagogiques grâce à une presse écrite et audiovisuelle totalement servile. Après la campagne raciste orchestrée par le gouvernement et le CNPF pour répandre le mensonge selon lequel la présence des travailleurs immigrés serait responsable du chômage des « natio-

(suite page 6)

### Réunions publiques du Parti

#### ● A BORDEAUX

Vendredi 8 décembre, 20 heures précises, Salle municipale du Grand Parc

#### ● A LILLE

Vendredi 15 décembre à 20 heures, Maison de l'Education permanente (place Georges-Lyon)

### 3<sup>e</sup> guerre impérialiste ou révolution communiste

\*

#### ● A PARIS

Le vendredi 15 décembre, 20 h 30 (Salles Lancry, 10, rue de Lancry - M° : République).

### Le prolétariat et la guerre

## Craquements sinistres à l'Est comme à l'Ouest dans les alignements de forces internationaux

A tous les coins de la planète les signes annonciateurs de conflits se multiplient. L'effondrement du dollar a fini par obliger la Maison Blanche à se précipiter à son secours. Ainsi, la période de « benigne neglect », cette attitude de « feinte négligence » grâce à laquelle l'industrie américaine avait essayé de regagner une compétitivité internationale après les premières

Ailleurs, on voit le yen réévalué à un point tel qu'un ensemble industriel aussi puissant et gigantesque que celui du Japon risque de s'en trouver bloqué ; ce yen est désormais engagé irrésistiblement dans la voie de l'« internationalisation », une voie dans laquelle les Japonais ont dû s'engager en 1974, lorsqu'il leur a fallu chercher sur le marché de l'euro-dollar les devises nécessaires pour régler une facture pétrolière devenue trois fois trop lourde. Le yen aussi, de son côté, en Asie comme sur le marché européen, et peut-être dans les coffres de la Banque d'Angleterre, monte à l'assaut de la monnaie américaine qui, depuis qu'elle a cessé en 1971 d'être convertible en or, est devenue une devise de moins en moins bien accueillie.

Dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* Lénine cite le banquier Riesen, un « spécialiste » qui déjà en 1905 avait affirmé que « les premiers heurts politiques d'avant-garde (entre les Etats) ont lieu sur le terrain financier ». Ce n'est pas pour rien. Pour trouver des exemples actuels il n'est pas besoin de chercher loin. Fin septembre, le FMI (Fonds Monétaire International) a en quelque sorte reconnu lui-même la faillite de son rôle de médiateur dans les conflits financiers et mis définitivement au rancart le sys-

tème de Bretton Woods, puisqu'il a adopté un amendement à ses statuts et reconnu l'existence d'un régime de... flottement généralisé des changes (en d'autres termes, la guerre ouverte).

Bien mieux, il a conclu la séance en « recommandant » aux participants de suivre deux principes pour faire face au chaos monétaire actuel : le premier est d'« imposer aux pays de ne pas manipuler leur propre taux de change pour faire du dumping monétaire » ; le second, qui est directement opposé au premier, est que « les gouvernements interviennent pour contrecarrer les écarts trop forts ou aberrants sur les marchés » (*Corriere della Sera* du 24-9-78). En d'autres termes : fions-nous au marché, mais pas trop, manipulons les taux de change, mais seulement si c'est nécessaire...

Autre exemple : après la tentative de Giscard de mettre un bémol aux ambitions allemandes, de voir un système monétaire européen plus intégré, Schmidt a bien été obligé d'accepter le fait que Rome (tout comme Londres) reste dans l'expectative en attendant de voir qui, du FMI ou du SME (Système Monétaire Européen) lui apporterait les plus grands avantages et en conservant la maîtrise du taux de change de la lire. Carter-Schmidt : 1 à 0 ? Eh non ! Le même jour,

dévaluations furieuses de Nixon et qui a aggravé à la longue le déclin tendanciel de la puissance des Etats-Unis, tire à sa fin. En Europe, la convergence de Schmidt et de Giscard tend vers la formation d'un bloc financier, d'une alliance monétaire dont la signification objective apparaît à travers toutes les déclarations comme une attaque contre la dictature du dollar.

Carter a dû prendre des mesures d'urgence pour arrêter la dégringolade du dollar : Carter-Schmidt 1 à 2.

Le fait est que l'impérialisme américain se débat dans une contradiction insoluble entre sa prédominance financière sur le monde et la perte de compétitivité de son potentiel industriel. Il s'ensuit dialectiquement que la dévaluation du dollar, qui tend à rendre son industrie concurrentielle et sa balance commerciale moins négative, contribue au déclin des USA, non seulement dans le domaine industriel (puisque un dollar plus bas peut amortir les conséquences de la plus faible productivité, mais non pas la faire remonter) mais aussi dans le domaine financier. Sur le marché mondial, ce n'est pas la loi de Wall Street qui règne, mais celle de la valeur. Ce que les Américains veulent aux autres grâce au dollar, ils le paient autrement : ils reçoivent moins de marks, de francs suisses ou de yens pour les marchandises qu'ils exportent et doivent donner plus de dollars pour celles qu'ils importent. Et s'ils ne paient pas tout aujourd'hui, dans la mesure où leur puissance leur laisse une marge de « rapine », ils paieront demain avec intérêts.

Il n'y a pas que les équilibres économi-

(suite page 2)

# Pour le parti mondial unique de la révolution prolétarienne

(suite de la page 1)  
communisme avec la vieille Internationale traitée.

Le Congrès fut également dirigé — voir notamment les Thèses sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne — contre les courants qui, tout en revendiquant la dictature, à la différence des réformistes et des centristes, visaient à la rendre impossible en la privant de son instrument de direction indispensable, le parti centralisé. Parmi ces courants de type syndicaliste, conseilleriste, issus de la matrice anarchiste, une tendance extrême fondera même une prétendue « Internationale Communiste Ouvrière » deux ans plus tard. L'anarchisme de vieux style lui-même ne se prétend-il pas international ?

Pire encore. L'internationalisme peut être carrément bourgeois. Ne se souvient-on pas de la critique acerbe de Marx au programme de Gotha ? « En fait la profession d'internationalisme du programme est encore infiniment en dessous de celle du parti libre-échangiste. Celui-ci prétend, lui aussi, que le résultat final de son action est « la fraternité internationale des peuples ». La raison en est simple : le capitalisme suppose des conditions mondiales pour se développer. Naturellement, l'internationalisme des bourgeois se transforme aisément en impérialisme ; il a la même manière de dépasser les limites nationales, au profit de... sa propre nation ! Son contraire dialectique est l'idéalisme « révolutionnaire » de gens qui font découler leur internationalisme d'une négation abstraite et métaphysique de la nation, ce qui, comme l'a également montré Marx, produisait les mêmes résultats, car leur manière de « dépasser la nation » était de se ridiculiser en donnant, comme les proudhoniens français, la leur en exemple !

De façon paradoxale, la III<sup>e</sup> Internationale n'a formellement duré que 24 ans, soit 18 ans après qu'elle eut été détournée de son cap vers le communisme et mise au service de l'Etat russe qui avait perdu sa nature prolétarienne et était devenu un « Etat bourgeois ordinaire », tandis que 64 ans après son abandon définitif et retentissant de la voie prolétarienne le cadavre de la II<sup>e</sup> Internationale

marche encore ! Mais sa force de continuité tient précisément à ceci, comme l'a expliqué Trotsky, que, tant qu'à se vendre à sa bourgeoisie il était encore préférable pour la social-démocratie européenne de se vendre à la bourgeoisie la plus puissante, devant laquelle se courberont toutes les bourgeoisies européennes, à savoir la bourgeoisie américaine — ce qui a l'avantage supplémentaire de tromper la classe ouvrière en prenant, quand c'est nécessaire, des poses opposées, bien que ce soit toujours du point de vue de l'impérialisme américain lui-même et non de celui de la classe ouvrière.

Les partis staliniens, eux, retombés dans les pesanteurs de l'Etat national, ne peuvent se permettre cette élégante et fort satisfaisante possibilité : ils ne peuvent donner des assurances à leur Etat qu'en renonçant à leur pseudo « internationalisme » subordonné à l'Etat russe, placé dans le camp militaire adverse. Le patriotisme outrancier des partis staliniens, qui se marie fort bien avec le chauvinisme petit-bourgeois et qui ne les empêche nullement de prêcher, comme en France, l'« internationalisme » à l'adresse des peuples colonisés, pourrait bien se teinter à son tour d'un nouvel « internationalisme » de type social-démocrate sous la bannière étoilée des droits de l'homme et des libertés.

On voit donc que si tout mouvement qui se réclame de la lutte contre le capitalisme ne peut faire moins, sous peine de montrer immédiatement son incapacité congénitale à utiliser les conditions matérielles créées par le capitalisme pour les retourner contre le capitalisme lui-même, que de tendre à constituer une organisation internationale — ce en quoi le maoïsme se trouve immédiatement disqualifié par ses principes « populaires » et donc « nationaux » et petits-bourgeois —, le fait de se réclamer de l'internationalisme ne suffit nullement pour mériter un label prolétarien et à plus forte raison communiste.

Si le communisme et la révolution prolétarienne ne sont réalisables que comme résultat d'un bouleversement international et si, par conséquent, le communisme

est nécessairement internationaliste, notre internationalisme se distingue par notre but et nos principes. Or le but du communisme, qui est la société universelle sans classes — et donc sans Etats —, ce qui n'est réalisable que par la suppression du couple capital/salaire et donc du marché, ne peut être atteint que par la dictature du prolétariat, qui suppose à son tour une direction de parti.

S'il faut donc reconnaître aujourd'hui à la prétendue « IV<sup>e</sup> Internationale » des épigones de Trotsky un mérite indéniable, celui de consacrer ses efforts à construire une organisation internationale — dont elle vient de célébrer le 40<sup>e</sup> anniversaire —, c'est aussi pour mieux combattre sa prétention à « renouer le fil rouge » de la Troisième Internationale défunte, dont elle ne peut prétendre être l'héritière que par un faux historique.

L'Internationale Communiste partait d'un corps théorique, programmatique et de principes absolument sans failles. Pour elle, le socialisme était impossible sans la révolution mondiale. Pour les « trotskystes » d'aujourd'hui, il faudrait en défendre les « acquis » fondamentaux dans l'Etat russe, chef de file d'un camp impérialiste. Pour elle, la dictature prolétarienne est « un pouvoir qui n'est dicté par aucune loi » (Lénine) et n'est « possible que grâce à la dictature du parti » (Trotsky). Pour les épigones ultra-dégénérés du grand militant révolutionnaire, la dictature et le parti devraient baisser les bras devant les garanties constitutionnelles du pluralisme, des droits de l'homme et autres instruments de la démocratie tirés de l'attirail des mensonges bourgeois.

Pour l'Internationale Communiste, la tactique devait être fermement liée aux principes, et la constitution du parti devait se faire par scission et non par fusion de groupements hétérogènes, même si elle a commis sur ces points des erreurs, n'ayant pas pu définir strictement dans l'aire occidentale pourrie de démocratie, les limites à ne pas dépasser. Nous avons pour notre part combattu tant que cela a été possible, sur la base des principes originels communs, afin que l'ennemi ne puisse prendre appui

sur ses faiblesses pour emporter tout, principes, programme et organisation — ce qui advint malheureusement. L'éclectisme « trotskyste » d'aujourd'hui a perdu tous les principes. Les seuls qu'il connaisse — outre le démocratisme ambiant et la servilité vis-à-vis de l'opportunisme et des modes petites-bourgeoises — sont l'impatience, la rage tacticienne et manœuvrière, la manie du regroupement à tout prix.

L'internationalisme prolétarien véritable ne peut être que lié au programme et aux principes du communisme. C'est pourquoi il est le seul internationalisme conséquent et radical, qui peut, sur la base du capitalisme ultra-concentré et face à un ennemi ultra-centralisé, pousser à une centralisation internationale toujours plus grande. La III<sup>e</sup> Internationale, bien que handicapée par les conditions de sa formation, voulut en finir avec l'autonomisme, le fédéralisme local et national de la II<sup>e</sup> Internationale : elle rêvait de devenir le véritable « Parti Communiste International » et travaillait dans ce sens sans avoir le temps d'y parvenir. Les faussaires du « trotskysme » moderne, eux, ne peuvent que retomber dans un fédéralisme et un autonomisme inséparables de leur démocratisme qui caricaturent les pires défauts de la II<sup>e</sup> Internationale social-démocrate.

Compte tenu des conditions matérielles existantes et des difficultés qu'avaient les communistes à se donner un éventail de règles tactiques strictement définies et délimitées pour les pays de vieux capitalisme, l'Internationale de Lénine s'était dotée du maximum de centralisme. Le Parti Communiste Mondial de demain ne se construit pas seulement sur la base de granit originelle de la III<sup>e</sup> Internationale. Il y ajoute le tragique et précieux bilan de la dégénérescence du Parti et de la contre-révolution, et par conséquent des règles plus rigides encore qu'hier en matière tactique et organisationnelle. Et si l'internationalisme pratique — le centralisme international — de 1920 était celui de l'âge de la mécanique, celui du Parti dont a besoin la prochaine vague révolutionnaire doit être celui de l'âge de l'électronique et des télécommunications. A nous de relever le défi !

## Craquements sinistres à l'Est comme à l'Ouest

(suite de la page 1)  
ques et financiers issus de la seconde guerre mondiale qui s'en vont en morceaux : les équilibres stratégiques ne sont pas mieux lotis. C'est surtout en Asie qu'ils en ont pris un coup avec l'accentuation des antagonismes russo-chinois et la défaite américaine en Indochine hier, et aujourd'hui avec le rapprochement entre le Vietnam et la Russie d'une part, le Japon et la Chine d'autre part. Le revirement pro-américain de la Chine avait déjà placé l'URSS dans une position critique en Extrême-Orient ; et, puisqu'il est très difficile à cette dernière de mener son jeu simultanément sur les fronts européen et asiatique, elle a été obligée de pactiser avec l'Allemagne, de tolérer une perméabilité croissante du bloc de l'Est aux capitaux occidentaux et un éloignement progressif vis-à-vis d'elle non seulement de Tito mais aussi de Ceausescu. L'antagonisme de la Chine avec le Vietnam a non seulement poussé ce dernier à se vendre totalement à la Russie ; il oblige également la Chine à se vendre davantage encore aux Occidentaux et à concurrencer encore plus énergiquement la Russie dans les assiduités auprès du Japon, à courtiser encore plus le pivot de l'Asie. Et les accords économiques et diplomatiques que la Chine et le Japon viennent de conclure sous l'impulsion bienveillante de l'Oncle Sam ont modifié l'équilibre des forces en Asie.

La situation en est arrivée à un point critique. Une guerre non déclarée se déroule entre le Vietnam et le Cambodge, et une autre menace d'éclater entre Hanoï et Pékin. Ce n'est pas par hasard que les deux principaux dirigeants de l'Etat vietnamien, Le Duan et Phan Van Dong, sont allés ensemble (cela ne s'était jamais vu) à Moscou pour consulter Brejnev. Ce n'est pas par hasard

que Hua Kuo-feng a lancé des attaques répétées et violentes contre l'URSS à Tokyo, et que les Japonais l'ont laissé faire.

Si la Russie n'avait à s'occuper que de l'Asie, elle pourrait facilement reconstituer un équilibre qui lui soit favorable. Mais à l'Ouest elle doit affronter l'OTAN, et surtout l'Allemagne. Autant les extrémités de l'« Ours polaire » sont éloignées dans l'espace, autant elles sont étroitement liées dans le jeu stratégique. La Russie ne reste pas passive devant les tentatives occidentales d'armer la Chine (voir l'épisode des Mig 26 à Cuba) ni quand la Chine cherche à établir des liens avec Tito, Ceausescu ou le Chah d'Iran. L'an dernier, c'est au moment où les rapports entre Bonn et Washington étaient les plus tendus que Brejnev s'est rendu en Allemagne ; et comme par hasard Strauss a rappelé ce que l'histoire enseigne aux Russes et aux Allemands : quand ils se sont mis d'accord ils ont toujours été forts, quand ils se sont combattus ce sont les autres qui en ont profité. Il est certes prématuré d'envisager un accord entre l'URSS et la RFA, mais il est tout aussi certain que ni Moscou ni Bonn ne peuvent en ce moment se permettre d'accroître la tension : l'un est occupé avec ses problèmes asiatiques, l'autre est plongé dans ses rapports compliqués avec l'Europe et les USA.

L'amitié entre Allemands et Américains ne tient aujourd'hui qu'à un fil et n'a jamais été aussi menacée. Qu'il s'agisse des accords nucléaires entre Bonn et Prétoria ou entre Bonn et Brasilia, de la bataille monétaire, du peu d'enthousiasme pour la campagne de Carter sur les « droits de l'homme » ou encore devant les avances chinoises, la diplomatie allemande est loin d'être alignée sur la Maison Blanche. D'ailleurs, entre devenir

le champ de bataille de la lutte de l'Occident contre la Russie ou renvoyer la pression russe vers l'Orient, l'Allemagne ne peut choisir la première éventualité que contrainte et forcée.

Il n'est donc pas étonnant que des déclarations ou des « révélations » sensationnelles fassent état de projets de « neutralisation » de l'Allemagne en échange d'une réunification pacifique entre la RFA et la RDA, ni que les autorités allemandes aient critiqué violemment les dernières manœuvres de l'OTAN, à qui elles reprochent d'avoir été conduites dans un esprit trop offensif et avec un déploiement de forces exagéré, ni que Schmidt ait déclaré au cours du débat au Bundestag que même Adenauer n'avait pas considéré l'OTAN et le Pacte de Varsovie comme éternels, et que l'Alliance Atlantique devait avoir une fonction défensive seulement.

Dans ce contexte, il est significatif que le Pacte de Varsovie ait proposé à Vienne une réduction équilibrée des forces en Europe (MBFR) : il propose de retirer 30.000 soldats soviétiques, 1.000 chars et 250 blindés antichars de l'Europe centrale, en échange du retrait de la même zone de 14.000 soldats américains, de 1.000 engins atomiques tactiques, de 54 bombardiers Phantom F-14 et de 36 missiles Pershing.

D'un bout à l'autre de la planète s'entrelace un réseau serré d'intérêts, d'équilibres instables, d'antagonismes, qui laissent entrevoir l'intensification de la guerre économique et de la crise d'abord, la course vers une troisième boucherie mondiale ensuite.

Au réseau des intérêts impérialistes il est urgent d'opposer le bloc des intérêts révolutionnaires, alignés derrière le drapeau du parti mondial unique du communisme.

### Presse internationale Kommunistisches Programm

SOMMAIRE DU N° 20

- Auschwitz oder das grosse Alibi.
- Rudolf Bahros Plädoyer für die Verhinderung von Klassenkampf und Revolution.
- Die Ergebnisse der imperialistischen Herrschaft in Iran (1. Teil).
- Lenins Schrift « Der "linke Radikalismus", die Kinderkrankheit des Kommunismus » : Die Verurteilung der künftigen Renegaten (2., abschliessender Teil).
- Zum 60. Jahrestag des Beginns der Novemberrevolution in Deutschland.
- Rückblick auf den grossartigen Streik der amerikanischen Bergarbeiter.

### Le prolétaire (Supplément Belgique)

- Ou lutte électorale ou lutte de classe
- Sidérurgie : quelles solutions ?
- L'intervention criminelle au Zaïre
- Les luttes dans les petites entreprises
- A propos du IV<sup>e</sup> Congrès de la LRT

# En Iran, révolution capitaliste à la cosaque

Le marxisme attendait de « l'éveil de l'Asie » la mise en mouvement des colonies — Inde, Indonésie et Indochine — mais également des semi-colonies Chine, Turquie et Perse. Le destin de ce dernier pays, situé sur les marches asiatiques de la Russie, est plus que celui de tout autre pays lié à celui de la Russie, tant pour des raisons sociales que stratégiques. C'est ainsi que la révolution russe de 1905 a donné en écho à l'Iran une « constitution libérale » cherchant à limiter les prétentions de l'impérialisme et du pouvoir monarchique et donnant ainsi une certaine liberté de mouvement aux classes urbaines, mais laissant intacts les privilèges de l'aristocratie foncière.

Le tremblement de terre social de l'Octobre rouge a eu également ses répercussions dans de vastes mouvements paysans, mais le retard social de l'Iran n'avait pas encore permis que naissent des classes urbaines capables de faire de ces mouvements un levier révolutionnaire. Dès lors l'alternative était la suivante : ou bien la révolution russe et le prolétariat international se portaient à la tête de ce mouvement social naissant et permettaient à l'Iran, en brisant le vieux despotisme et l'oppression multiséculaire des propriétaires fonciers, de brûler les étapes politiques du développement historique, ou bien l'impérialisme parvenait, en prenant appui sur la vieille politique de **containment** de l'expansionnisme asiatique de la Russie, à faire de l'Iran un **poste avancé** dans son cordon sanitaire contre-révolutionnaire. Par ailleurs l'introduction d'une **armée moderne** dans ce pays devait entraîner sa transformation capitaliste sous l'égide de l'impérialisme.

L'isolement de la révolution d'Octobre livra inéluctablement l'Iran à la révolution capitaliste **par le haut**. Et cette dernière trouva une autre impulsion historique que celle dégagée par le heurt des

intérêts antirusse qui persistèrent et reprirent leur vieille logique quand la révolution prolétarienne fut liquidée par le stalinisme : elle trouva dans l'extraction du pétrole non seulement un aiguillon économique et une nouvelle raison stratégique de renforcer le militarisme d'un Etat vassalisé et son poids sur un pays transformé en semi-colonie économique, mais encore le cynique espoir d'acheter les vieilles classes au lieu d'avoir à les combattre, et d'acheter également les droits historiques des classes exploitées à faire la révolution.

Le champion de cette voie historique fut Reza Khan qui, fort de l'appui anglais, lança ses cosaques à la conquête de Téhéran. Sauvante les « féodaux » et les prêtres de la révolte sociale, il ne se contenta pas de les obliger à abandonner leurs titres de noblesse et leurs prérogatives dans le pouvoir central, pour maintenir leurs privilèges sociaux, il leur confisqua plus d'un demi-million d'hectares soit 5 % des terres arables qui tombèrent ainsi dans le domaine personnel du Chah, pour prix des services rendus à la société. Donnant à la bourgeoisie naissante l'embryon d'une législation moderne, d'un réseau de communications, tout près d'instaurer la république en suivant le modèle de Mustapha Kemal Pacha, il tailla en pièces la constitution de 1906 en renforçant encore l'autoritarisme du pouvoir central.

C'est ainsi que sur le vieux tronc du despotisme bureaucratique, né à la faveur de la dispersion géographique de villages autosuffisants pliant sous le poids de villes nées à l'intersection de la propriété foncière et du grand commerce des caravansérails, prit greffe le centralisme totalitaire de l'accumulation primitive de capital sous la pression de l'impérialisme.

Ce produit monstrueux, alliant les « lois sanguinaires », qui ont accompagné par-

tout la naissance de la classe des salariés modernes, au traditionnel arbitraire asiatique, secréta une sorte de « despotisme éclairé » à l'orientale : le drapeau d'une **révolution capitaliste à la cosaque** pouvait-il être autre chose qu'un mélange disparate ?

Et son prétendu caractère « national », et même l'abolition des traités donnant aux étrangers les privilèges d'extra-territorialité, n'étaient que la couverture inventée par l'Angleterre pour canaliser contre l'énorme Russie voisine l'éveil national perse, et surtout pour cacher — tout comme, près de là, avec le panarabisme — la revendication anglaise visant à obtenir l'influence exclusive sur la totalité de la Perse historique. La preuve en fut administrée quand Reza Khan voulut rester neutre en 1941. L'Angleterre le dépota : Reza, qui t'a fait Chah ?

\* \*

La production de pétrole, qui a démarré en 1909, est passée à 9,9 millions de tonnes en 1939, et à 45,5 millions de tonnes en 1959. Il est évident que le poids des revenus agricoles du domaine royal est allé en s'amenuisant considérablement dans le budget de l'Etat par rapport aux revenus pétroliers. Ces derniers ont permis de financer une industrie qui a pris son essor dans les années trente. A côté de l'Etat et des sociétés étrangères qui ont la haute main sur la grande industrie, se développe néanmoins une petite et moyenne industrie locale, notamment dans le textile et l'alimentation. Sur-tout, le commerce a fait des bonds de géant, en liaison avec la cour, dans une atmosphère de course aux influences, aux pots de vin, à la combine généralisée pour se placer le mieux possible sous la gouttière du précieux liquide.

(suite page 8)

## Notre solidarité avec Jiannis Serifis

Dans un article intitulé « La démocratie n'était pas encore assez blindée » publié dans notre organe en langue italienne Il Programma Comunista (n° 9 du 25 avril 1978) nous avons dénoncé la campagne de répression anti-ouvrière qui fait rage en Grèce sous le prétexte de lutte contre le terrorisme. Le procès fabriqué de l'ouvrier métallurgiste Jiannis Serifis, accusé de « tentative d'assassinat de deux policiers, meurtre du militant Christos Kassimis, constitution de bande armée, trafic et possession de matières explosives, transport d'explosifs, port et possession d'armes illégales » est un épisode parmi d'autres de cette campagne de répression.

Le procès, qui devait avoir lieu le 24 octobre, a été renvoyé au 23 novembre à cause des élections administratives, et il faut dire tout de suite que sur la base des nouvelles lois contre le « terrorisme », ces chefs d'accusation peuvent entraîner la condamnation à mort de l'accusé et en tout cas une lourde peine.

L'arrestation puis le renvoi du procès de J. Serifis font partie d'une machination organisée par la police et le gouvernement afin d'intimider le prolétariat et le soumettre à la politique d'« austerité », seule voie de salut pour l'économie nationale et condition préalable de l'entrée de la Grèce dans le Marché commun. Cela est apparu clairement dès octobre 1977. Serifis a été arrêté sous l'inculpation d'avoir participé à un attentat contre la succursale de la société allemande AEG à Athènes et d'avoir tué un des membres du commando « pour l'empêcher de parler ». Depuis, toute une série d'enquêtes, de témoignages, de vérifications ont confirmé que l'accusation était sans consistance et ont fait tomber le tas de mensonges grâce auxquels les autorités grecques avaient essayé et essaient toujours de justifier cette accusation.

(suite page 8)

### Presse du Parti en langue espagnole

VOICI LE SOMMAIRE DU NUMERO 29 (Décembre 1978 - Janvier 1979) de :

#### EL PROGRAMA COMUNISTA

- Nuestro «saludo» a la nueva Constitución española.
- En defensa de la continuidad del programa comunista (III): La táctica de la Internacional Comunista en el proyecto de tesis presentado por el PC de Italia al IV Congreso mundial (Moscú - noviembre de 1922).
- El «pensamiento de Mao»: expresión de la revolución democrático-burguesa en China y de la contrarrevolución anti-proletaria mundial (II).
- El proletariado chicano, un potencial revolucionario que hay que defender.

★

VOICI LE SOMMAIRE DU NUMERO 18 (décembre 1978) de :

#### El comunista

- El partido único de la democracia
- La democracia al socorro del terrorismo burgués
- Irán: entre el peso aplastante del pasado y el caótico choque del presente
- Su boicot y el nuestro (I)
- Nuevas reformas para suprimir las viejas
- Carta de Francia: el magnífico despertar del proletariado inmigrado
- Las luchas en textiles, astilleros y cárnicas
- La reforma de la seguridad social

★

VOICI LE SOMMAIRE DU NUMERO 2 (décembre 1978) de :

#### EL PROLETARIO

(supplément latino-américain)

- En defensa del terror
- Conflicto Chile-Argentina: El enemigo está en nuestro propio país
- Crítica del PST
- Luchas sociales en Perú
- Nicaragua: balance de la insurrección
- Crónica internacional
- Notas

## Sur la normalisation des relations Angola-Zaïre

Trois mois ont suffi après la guerre du Shaba pour que Mobutu et Neto en arrivent à se tendre la main en appelant à établir entre leurs deux pays « un climat de paix, de confiance mutuelle, de tranquillité et de coopération fructueuse » (Africa, n° 15, sept. 78), tout cela sous la pression conjuguée de leurs difficultés internes et des impérialismes occidentaux, USA en tête.

Miné par une crise intérieure que la guerre du Shaba n'a fait qu'aggraver, le Zaïre, dont la dette extérieure s'élève à 3,5 milliards de dollars, avait dans ces conditions tout intérêt à normaliser ses relations avec son voisin angolais qui soutenait, il y a encore quelque temps, les maquisards du FNLC. En effet, la société **Gécamines**, principal pourvoyeur du Zaïre en devises (70 %), a vu ses activités paralysées par l'état de tension qui régnait jusqu'ici dans la région du Shaba. Surtout la normalisation des relations entre l'Angola et le Zaïre permettra la réouverture du chemin de fer de Benguela, capable d'assurer l'évacuation en moins de douze jours de près de 70 % de la production minière du Shaba jusqu'au port angolais de Lobito. Il faut rappeler que les voies extrêmement longues que les Zaïrois ont dû emprunter depuis 1975 pour évacuer leur production minière étaient très coûteuses. Ce n'est donc pas un hasard si la réunion des pays occidentaux intéressés au Zaïre, qui s'est tenue le 13 juin à Bruxelles, a justement insisté sur ces deux points importants.

En ce qui concerne l'Angola, la crise économique qui le traverse ne peut que rendre encore plus urgent son besoin d'une stabilité relative qui suppose la réduction à l'extrême sinon la cessation des activités armées de l'Unita et du FNLA. En effet, les problèmes économiques auxquels veut se consacrer Luanda ne sont pas des moindres : la production de diamants et celle du café n'ont pas atteint le niveau de 1973, malgré les

objectifs fixés pour cette année. La crise agraire constitue pour sa part le problème le plus délicat, tant ses retombées sur l'équilibre social sont manifestement catastrophiques. L'Angola est contraint actuellement d'importer plus de 50 % de ses **denrées alimentaires**. En acceptant la normalisation de ses relations avec son ennemi d'hier, l'Angola espère donc que Mobutu va enfin cesser tout soutien aux mouvements d'opposition armée angolais. Sur ce plan, l'adjoint du représentant américain à l'ONU, Donald Mc Henri, aurait donné des garanties aux autorités angolaises lors de sa visite à Luanda le 24 juin dernier, garanties selon lesquelles « **l'administration américaine s'engageait à refuser toute aide à Kinshasa si le président Mobutu ne respectait pas ses engagements** » (idem).

D'un autre côté, Luanda va pouvoir tirer un avantage financier certain de la réouverture de la voie ferrée de Benguela reliant les mines du Shaba au port angolais de Lobito et cette rentrée de devises lui sera d'un très grand secours alors qu'il lui faut commencer à rembourser la dette militaire russe, à un moment où les difficultés économiques risquent de donner un coup sérieux à l'assise sociale que le MPLA a conquise lorsqu'il a été contraint par le mouvement des masses exploitées à s'opposer militairement à la solution néo-coloniale que les impérialismes occidentaux et leurs valets du FNLA et de l'Unita ont voulu imposer en 1975.

Parallèlement à l'ouverture extérieure en direction de son voisin zaïrois, l'Angola connaît une certaine « libéralisation » à l'intérieur, que le plan Neto d'« harmonisation nationale » est venu consacrer. Il s'agit de l'amnistie pour des centaines de prisonniers politiques et du retour des immigrés : ceux qui vont être libérés iront travailler dans des fermes de l'Etat pour prouver à tout le monde leur bonne volonté. Les mesures de clémence touchent bien sûr ceux qui ont collaboré avec le FNLA.

Tout récemment, l'Angola a décidé aussi de normaliser ses relations avec l'impérialisme français. Selon **Afrique-Asie** du 16 octobre, la France a accepté d'interdire l'accès de son territoire à J. Savimbi, R. Holden et Z. Tiago, elle a accordé la fermeture des bureaux de l'Unita à Paris et la cessation des activités en France du FNLA, du FLEC et de l'Unita et a décidé l'établissement de relations diplomatiques avec l'Angola. L'impérialisme peut bien aujourd'hui lâcher les mouvements d'opposition angolais qui ont montré à plusieurs reprises leur impuissance totale. D'ailleurs, l'Etat, en Angola, n'a-t-il pas montré sa volonté de se ranger du côté des défenseurs de l'ordre établi en faisant éloigner en mai-juin les forces du FNLC de sa frontière ? S'il était encore besoin d'apprécier à sa juste valeur l'alignement du MPLA sur les forces de la conservation en Afrique, on pourrait rappeler, comme preuve **à contrario** de cet alignement, ce qu'a déclaré à Luanda le ministre belge des Affaires étrangères, M. Simonet : « **L'appréciation portée sur l'Angola par l'opinion européenne et américaine a incontestablement changé** » (Afrique-Asie du 2 octobre).

La trajectoire du MPLA ne nous étonne pas dans la mesure où une révolution démocratique-bourgeoise, en l'absence du prolétariat en tant que force autonome sinon dirigeante, ne peut aller plus loin. C'est pourquoi nous écrivions en mars 77 : « **La révolution anticoloniale en Angola donne une preuve supplémentaire de cette loi historique qui veut que les partis de la révolution bourgeoise mettent tout en œuvre pour éteindre l'incendie allumé par la lutte national-révolutionnaire afin d'empêcher qu'il ne se propage à toute l'aire — dans le cas précis, l'Afrique australe — où il doit historiquement brûler** » (Le Proletaire n° 239, 12 mars 77).

Aux masses exploitées de Luanda et aux prolétaires qui ont généreusement lutté pour une indépendance plus radicale de dire maintenant leur mot !

# « Nouvelle bourgeoisie » : nouvelle aberration révisionniste

Faute de principes et de traditions communistes, les maoïstes ne pouvaient guère justifier leur rupture avec la Russie et l'opportunisme post-stalinien que par des faits nouveaux et des arguments inédits. Ainsi naquit la thèse de la « nouvelle bourgeoisie », partagée à quelques nuances critiques près par la majorité de ces mouvements. Cette thèse est un des fondements de leur système théorique, puisque c'est sur elle qu'ils basent l'interprétation de phénomènes aussi semblables que, par exemple, l'opposition électorale entre la droite et la gauche, la contre-révolution russe, la révolution culturelle et la querelle PC-PS...

« Le PCF, explique le PCR dans le numéro de *Front-Rouge* de novembre-décembre 1977 consacré à cette question, qui s'est aujourd'hui transformé intégralement en parti bourgeois, est maintenant le porteur de l'aspiration d'un certain nombre de couches sociales bourgeoises n'exerçant pas aujourd'hui directement le pouvoir politique à se constituer en force dominante. Cette accession au pouvoir est conditionnée par certaines transformations de la base économique : modification de la forme dominante de la société bourgeoise des moyens de production par la nationalisation [souligné dans le texte, ndr], nouvelle répartition des pouvoirs de gestion du capital [id.] entre les fractions de la bourgeoisie. Le capitalisme d'Etat, qui constitue la caractéristique profonde du projet stratégique du P.C.F. n'est rien d'autre que le produit de ces deux transformations dialectiquement liées : la formation d'une nouvelle bourgeoisie et ces modifications structurelles de la base économique » (p. 82).

Notons que les maoïstes ont dû s'écarter de la traditionnelle falsification stalinienne répandue largement par l'opportunisme officiel [quand ce n'est pas, également, par les trotskystes] qui a fait, pour la gloire du socialisme dans un seul pays, du monopole d'Etat un label de socialisme et de la nationalisation un acquis ouvrier, voire l'axe de la transformation sociale. Ils sont même allés jusqu'à citer les lumineuses pages où les maîtres du marxisme montrent comment le développement du capital tend, dans sa phase ultime, à le concentrer dans le monopole d'Etat et à éliminer du procès de production la classe bourgeoise devenue superflue, toutes ses fonctions étant désormais remplies par des employés rémunérés, sans que pour cela ni la nature capitaliste des forces productives, ni la nature de classe de l'Etat en soient aucunement modifiées (ces points ont été maintes fois développés dans notre presse ; voir entre autres « Les communistes et les nationalisations », n° 249 et 250 du *Prolétaire*).

Quelles sont donc ces nouvelles couches bourgeoises avides de pouvoir que Marx, Engels et Lénine n'ont jamais vu poindre à l'horizon — quelque chose, il faut croire, a dû leur échapper — eux qui déchiffraient sans peine les tendances les plus profondes du capital ? Ce sont, répond le PCR, les technocrates d'Etat et les ITC (ingénieurs, techniciens

et cadres) : « Dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat actuel, la technocratie d'Etat ne constitue pas une fraction de classe distincte de la bourgeoisie monopoliste privée » car « la plus grande part du secteur public actuel fonctionne comme un appendice des monopoles privés, notamment grâce aux divers systèmes de transfert de plus-value tirée de l'exploitation des travailleurs du secteur public vers le capital privé, c'est-à-dire par la mise de la bourgeoisie technocratique d'Etat sous le contrôle effectif de la bourgeoisie monopoliste privée [...] Mais on voit aussi que cette soumission du capital public au secteur monopoliste privé est conditionnée par le contrôle sur l'appareil d'Etat, donc par le rapport de force politique entre couches de la bourgeoisie dans l'appareil d'Etat. Ainsi la conquête de l'appareil d'Etat par des couches bourgeoises distinctes de la fraction monopoliste privée peut conduire, selon le rapport de forces, à ce que le secteur public, au lieu de servir de source d'accumulation du capital pour les monopoles privés, devienne un lieu d'accumulation visant sa propre valorisation. On assisterait alors à une rupture de la soumission de ce secteur public au monopole privé et du même coup, à une autonomisation de la bourgeoisie monopoliste d'Etat vis-à-vis de la fraction monopoliste et à sa transformation en élément de la nouvelle bourgeoisie. »

Nous en étions pour notre part restés à l'analyse de Lénine et nous pensions que l'unification politique de la bourgeoisie était définitivement réalisée dans les pays avancés, à l'époque de l'impérialisme, par la soumission, ou mieux, précise Lénine pour bien montrer qu'il s'agit là d'un processus irréversible, par la fusion du capital industriel et du capital financier sous l'hégémonie des banques qui, de modestes intermédiaires au début du capitalisme, sont devenues de puissants monopoles contrôlant toutes les opérations industrielles, commerciales et financières. Réalisant « l'union personnelle des banques et de l'industrie complétée par l'union personnelle des uns et des autres avec le gouvernement », cette fusion concluait, selon Lénine, la période des luttes pour le contrôle de l'Etat entre bourgeoisie industrielle, bourgeoisie bancaire et propriétaires fonciers que Marx avait suivies de près au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les maoïstes auraient, quant à eux, découvert un stade ultérieur au stade décrit par Lénine, un stade ayant pour pierre angulaire un capital nationalisé, séparé du capital privé et opposé à lui.

On remarquera que c'est en faisant une semblable distinction que le PCF prétend passer pacifiquement au pouvoir. On retrouve ici tous les thèmes du PCR : l'opposition secteur public secteur privé, le pillage du premier par le second « grâce au système de transfert de plus-value », la possibilité de renverser le rapport de force au sein de l'Etat en s'appuyant sur le secteur nationalisé... Rien n'y manque, pas même le fameux seuil des nationalisations où le PCR voit lui aussi le point de rupture qui va déterminer la nature du pouvoir : « Car si la fraction monopoliste privée conservait dans la base économique un pouvoir suffisant, elle pourrait reconquérir dans des conditions politiques favorables son hégémonie sur l'appareil d'Etat et restaurer alors le rapport de soumission du secteur public à la valorisation du capital dans les secteurs monopolistes privés. C'est là toute la question — à la fois politique et économique — du seuil dont le PCF parle tant » (p. 84). En somme, la construction du PCR part des mêmes présupposés théoriques que le programme de la gauche. C'est qu'en effet, le PCR partage avec la gauche la même incompréhension fondamentale de la nature et des mécanismes profonds du capital.

A la base de l'opposition secteur public secteur privé, il y a l'erreur banale qui assimile le rapport de production capitaliste à la propriété personnelle — dans le sens le plus étroitement juridique — des moyens de production. Le tardif et

approximatif retour aux sources des maoïstes du PCR ne pouvait évidemment pas leur permettre de dépasser cette erreur : il leur aurait fallu reconnaître pour cela que le capitalisme se définit par la production de marchandises et le salariat, c'est-à-dire renier à la fois Staline et Mao Tsé-toung. Ils sont donc bien allés exhumer des oubliettes stalinienne la notion de dépersonnalisation du capital, mais ils ne peuvent donner du capitalisme d'Etat qu'une définition finalement juridique en l'assimilant à la propriété d'Etat sans rien comprendre à son contenu économique. Et de même, ils n'ont pu expliquer l'élimination de la propriété individuelle du capitaliste qu'en la remplaçant aussitôt par les concepts obscurs de « propriété économique [!], ou pouvoir effectif d'orienter le développement d'une entreprise » et de « posses... on [!] ou pouvoir de gestion direct des moyens de production ».

Un des traits caractéristiques de l'impérialisme, explique encore Lénine, est la centralisation de toute l'activité économique par quelques grands monopoles financiers qui se soumettent l'appareil d'Etat, lequel intervient à son tour de plus en plus à tous les niveaux de la vie économique. La nationalisation ne s'effectue pas en rupture avec le monopole qui viendrait secondairement la parasiter, elle n'est qu'un épisode et un maillon de la concentration monopoliste toujours plus grande ; elle n'est, comme le précise Lénine à l'adresse des « socialistes d'Etat » — mais cela vaut tout autant pour les théoriciens de la nouvelle bourgeoisie — qu'une simple formalité qui, la plupart du temps, ne requiert même pas que l'on modifie l'équipe de gestionnaires en place. De même, le capitalisme d'Etat n'est que la forme la plus achevée de cette tendance centralisatrice, (et de ce fait il est faux de l'individualiser comme un stade particulier, différent de l'impérialisme), et non, comme le prétend la mythologie stalinienne, la victoire du secteur public terrassant son ennemi mortel, le secteur privé.

« Monopoles privés et monopoles d'Etat se confondent à l'époque du capital financier, les uns et les autres n'étant que les chaînons de la lutte impérialiste entre les plus grands monopolistes pour le partage du monde », ajoute encore Lénine. Les maoïstes, enfermés dans leur vision formelle du capitalisme, continuent de voir dans la nationalisation une « modification structurelle de la base économique du capital », et ils en cherchent fébrilement les nouveaux propriétaires.

Voici donc les technocrates, « possesseurs et détenteurs de la propriété économique », chargés par le PCR de promouvoir le capitalisme d'Etat. Malheureusement pour le capitalisme d'Etat, ces couches sociales apparaissent, si c'est possible, encore moins capables que lui de « s'autonomiser » vis-à-vis des monopoles. Tirant leur origine de la dissociation toujours plus grande des fonctions techniques, scientifiques, de gestion et d'encadrement autrefois cumulées par le seul capitaliste, elles s'échelonnent du cadre supérieur de gestion du capital jusqu'à l'aristocratie ouvrière, englobant la multitude de cadres moyens et techniciens de toutes sortes qui forment les nouvelles couches moyennes. Il faut avoir abandonné toute analyse de classe (et c'est bien le cas ici puisque ces couches qui touchent à plusieurs classes de la société bourgeoise sont définies en fait par leur fonction) pour s'imaginer qu'en ajoutant à la corruption des uns, les velléités et la veulerie des autres, on obtient une force cohérente capable de s'opposer à l'emprise des monopoles.

La théorie du PCR tient, en réalité, autant des multiples thèses bourgeoises sur la « technocratie » ou « le pouvoir des managers » que de la démagogie de racolage du PCF qui prétend, précisément, s'appuyer sur le prétendu caractère antimonopoliste de ces couches et leur prétendue aspiration à se dégager dans leur fonction productive de la tutelle du grand capital.

Le PCR a pris cette démagogie avec le plus grand sérieux ; il ne doute pas que les PC officiels ne rallient massivement, tôt ou tard, la technocratie ; il croit dur comme fer à leur capacité et à leur volonté de « transformer la structure économique », et à la stratégie de conquête progressive du pouvoir. Selon le PCR : « En réclamant une partition du ministère des Finances [...], de même en réclamant la partition du ministère de l'Intérieur [...], le PCF éclaire particulièrement bien les mécanismes qu'il voudrait enclencher à l'intérieur d'un gouvernement de gauche : taillader à l'intérieur même de l'appareil d'Etat des pans entiers, des secteurs complets dont il pourrait avoir un contrôle total [...] il disposerait par ce moyen de leviers décisifs ». Marchais et Rocard n'auraient pas dit mieux !

Seulement, cette perspective glace littéralement nos maoïstes d'horreur. C'est que derrière les multiples professions de foi démocratiques de l'eurocommunisme — tout comme dans les distances nouvellement affichées par celui-ci vis-à-vis de la Russie — ils ont rapidement discerné la manœuvre et flairé le « danger principal » : la société que préconisent les PC officiels a « pour synonyme une restriction importante des libertés démocratiques à l'image de ce qui sévit dans les pays de l'Est ». Certes, « le P.C.F. multiplie les déclarations sur l'« autonomie de gestion », le contrôle a posteriori de l'Etat qui prétendent prouver que ce n'est pas l'Etat qui dirigerait l'activité économique », mais « l'insistance du PCF à se démarquer de l'« étatisme » vise évidemment en premier lieu à masquer le fait que son projet signifie le renforcement d'un appareil oppressif, étranger aux masses ».

La peur de l'« étatisme », cri horrifié et ridicule des petits bourgeois devant la puissance toujours renforcée de l'Etat bourgeois — Etat qu'ils finissent par considérer comme la source de tout mal — c'est bien en effet le fond de la thèse de la « Nouvelle bourgeoisie ». Le capitalisme d'Etat n'est pas pour eux la soumission encore plus grande de l'Etat aux monopoles capitalistes, mais le « monstre Etat » à l'état pur dominant même les monopoles et personnalisé par une bureaucratie anonyme et toute puissante. Sa nature de classe même reste une question secondaire puisque c'est par un mécanisme semblable que l'on peut voir, dans la mythologie maoïste, le capitalisme d'Etat naître de l'Etat prolétarien — c'est ce qui se serait passé, selon eux, en Russie avec la déstalinisation et aurait été en Chine évité de justesse par la révolution culturelle balayant, sous la direction de Mao, les nouveaux bourgeois. Autrement dit, l'exploitation et la classe exploitée naissent de l'Etat, quel qu'il soit, et, bien sûr, le seul remède est d'en limiter le pouvoir par la démocratie...

Ce que tous ces gens-là ne pourront jamais comprendre, c'est que dans les aires avancées où le capitalisme a épuisé toute potentialité révolutionnaire et réformiste, la démocratie ne peut servir qu'au renforcement contre-révolutionnaire de l'Etat bourgeois. L'alternance démocratique, qui a maintenu la forme, mais seulement la forme, d'une opposition entre une « droite libérale » et une « gauche réformiste », aux programmes — dorénavant identiques à quelques effets de manches près — de centralisation fasciste de la société, n'a plus pour fonction que de détourner le prolétariat du véritable terrain de sa lutte, et l'opportunisme ne se distingue pas de la social-démocratie classique, comme le croit le PCR, par « un projet propre de transformation sociale », mais par une servilité encore plus grande vis-à-vis de la bourgeoisie de moins en moins masquée par la fiction réformiste.

La thèse de la « Nouvelle bourgeoisie » réussit donc, par une de ces performances propres au crétinisme petit bourgeois, à faire la synthèse entre la fiction réformiste et sa critique libérale de droite.

## Auschwitz ou le grand alibi

Tel est le titre de la dernière brochure (numéro 11) parue dans la série « Le Prolétaire ».

Militants, sympathisants, lecteurs, cette brochure est une arme de lutte ! Diffusez-la largement ! Passez commande au « Prolétaire ».

24 pages, Prix : 3 F

## Le marxisme et l'autogestion (1)

## L'oppression ne vient pas du centralisme, mais du capitalisme

Les autogestionnaires partent d'une constatation superficielle : celle que jusqu'ici chaque progrès dans l'unification et la centralisation de la vie sociale s'est accompagné dans l'histoire de l'humanité d'un renforcement de l'oppression économique dans la production et de l'oppression politique dans la société. Nous nous voyons donc contraints de reprendre le fil de l'histoire pour démêler les fils qui lient centralisation et oppression.

Pour le marxisme, l'oppression sociale plonge ses racines dans la décomposition du communisme primitif et le développement de la division du travail. Avec ce dernier chaque producteur, au lieu de

De Proudhon à ses petits-fils directs et indirects, les autogestionnaires assument centralisation et oppression, si bien qu'ils cherchent une garantie contre cette dernière dans la gestion décentralisée de l'économie par les producteurs (parmi lesquels on ne sépare pas toujours ouvriers et capitalistes...), dans le refus le plus net de toute étatisation forcée bureaucratique à leurs yeux. Ces positions se traduisent dans le domaine politique par la revendication de la démocratie et du multipartisme, autrement dit par le rejet de la dictature du prolétariat, point de convergence réel des autogestionnaires d'aujourd'hui, des sociaux-démocrates aux anarchistes, en passant par toute la gamme des spontanistes et des centristes.

produire collectivement conformément aux besoins connus de la population et de la consommation collective, se met désormais à produire pour le marché.

ouvriers subissent l'exploitation. Il s'imposera donc nécessairement à la volonté humaine tant qu'un chef d'entreprise — fût-il un fonctionnaire ou un « comité ouvrier » — devra réinvestir une part croissante de profit, tandis que la masse des producteurs ne pourra consommer qu'en passant par le salaire et tant qu'à travers l'échange entre le travail et le capital se réaliseront les lois impersonnelles et implacables de l'accumulation meurtrière.

C'est la contradiction entre l'organisation sociale du travail et son appropriation privée, moyen de l'accumulation capitaliste, qui rend la centralisation des

forces productives oppressives pour le travailleur, et non la centralisation par elle-même. Le problème n'est donc pas d'« autogérer » la production pour le marché, mais de détruire le capitalisme.

Maintenant, de même que le capitalisme pousse le despotisme du marché au paroxysme, il pousse aussi en conséquence, nécessairement, l'oppression politique au paroxysme. Tout comme l'anarchie de la production d'entreprise provoque une succession d'à-coups productifs baptisés « prospérité » et de crises catastrophiques qui condamnent les hommes à mourir de faim sur les machines inemployées qu'ils se sont crevés à produire ou dans des guerres où cet excédent est sacrifié sur l'autel des patries, la division de la société entre bourgeois et prolétaires ne peut qu'éclater en guerre sociale ouverte.

C'est pourquoi le maintien d'un tel chaos, où à l'accumulation de la richesse à un pôle répond la misère accrue au pôle opposé, ne peut se faire que grâce au gonflement de l'appareil bureaucratique et militaire de l'Etat contre le prolétariat.

## Anarchie des intérêts opposés et oppression sociale

Engels l'explique dans l'Anti-Dühring : « Toute société reposant sur la production marchande a ceci de particulier que les producteurs y ont perdu la domination sur leurs propres relations sociales. Chacun produit pour soi, avec ses moyens de production dus au hasard et pour son besoin individuel d'échange. Nul ne sait quelle quantité de son article parviendra sur le marché ni quelle quantité il en faudra ; nul ne sait si son produit individuel trouvera à son arrivée un besoin réel, s'il retirera ses frais ou même s'il pourra vendre. C'est le règne de l'anarchie de la production sociale. Mais la production marchande comme toute autre forme de production a ses lois originales, immanentes, inséparables d'elle ; et ces lois s'imposent malgré l'anarchie en elle, par elle. Elles se manifestent dans la seule forme qui subsiste de lien social, dans l'échange, et elles prévalent en face des producteurs individuels comme lois coercitives de la concurrence [...] Elles s'imposent donc sans les producteurs comme lois naturelles de la forme de production, lois à l'action aveugle, le produit domine les producteurs » (1).

Ensuite ces progrès de la division du travail s'accompagnent d'une différenciation accrue des intérêts sociaux, d'une monopolisation des forces productives aux mains de particuliers et donc d'une scission en possédants et dépossédés, scission qui est maintenue par la violence. En effet le marché n'existant pas sans la propriété privée, il mène nécessairement à la concentration de la propriété, ce qui conduit à ce que le despotisme du marché soit personnifié par la classe des propriétaires.

Enfin, en relation directe avec ce qui précède, se développent les conflits sociaux qui menacent de faire éclater la société. Ce à quoi cette dernière réagit en sécrétant un organisme qui, en désarmant la population, doit garantir l'unité de la société. Cet organisme c'est l'Etat qui, naturellement, tombe en général aux mains de la classe économiquement la plus puissante et devient un instrument de domination contre la classe exploitée.

Ainsi, de la même manière que l'échange a pour corollaire nécessaire le despotisme des lois du marché, la division en classes qui dérive également de la division du travail trouve son complément nécessaire dans le despotisme de l'Etat.

Nous en avons assez vu à ce point pour affirmer que pour se libérer du despo-

tisme et de l'oppression, il faut supprimer les classes, et pour cela le marché. Honte donc à tous les admirateurs de l'« autogestion » d'unités économiques liées par... le marché, même si celui-ci est qualifié de... « socialiste ».

Mais poursuivons. A un certain degré de développement des forces productives et de la production marchande, on assiste à la centralisation des moyens de production et d'échange dans les mains de quelques-uns, à la concentration des instruments de travail et de la main-d'œuvre en un lieu donné par la transformation de larges masses d'anciens propriétaires en prolétaires obligés de vendre désormais leur force de travail aux capitalistes pour vivre. Ainsi les lois internes de la production poussent à révolutionner l'éparpillement antérieur des producteurs immédiats par l'organisation du travail associé dans la manufacture puis dans la fabrique : la coopération capitaliste.

Avec cette nouvelle forme productive, la séparation en producteurs autonomes n'est pas supprimée. Elle est seulement modifiée : cette fois, au lieu de s'effectuer entre de petits producteurs individuels, la concurrence mercantile a cours entre des entreprises disposant de la masse des marchandises qui résultent du travail associé : l'anarchie productive est donc poussée à un niveau supérieur. Cependant, si l'entrepreneur est soumis, lui, au despotisme du marché, que se passe-t-il dans l'atelier, où désormais le travail est effectué par des esclaves salariés, que la concurrence entre eux oblige à travailler davantage pour un salaire réduit au minimum de la consommation de sa famille ? Comme l'explique Marx, « *tandis que dans l'intérieur de l'atelier moderne la division du travail est minutieusement réglée par l'autorité de l'entrepreneur, la société moderne n'a d'autre règle, d'autre autorité pour distribuer le travail, que la libre concurrence* ». C'est pourquoi « *l'autorité dans l'atelier et celle dans la société, par rapport à la division du travail, sont en raison inverse l'une de l'autre* » (2). C'est le même Marx qui explique également ce qui suit « *parce que l'objet même qu'il s'agit de diriger est d'un côté, procès de production coopératif, et d'un autre côté, procès d'extraction de la plus-value, la forme de cette direction devient nécessairement despotique. Les formes particulières de ce despotisme se développent à mesure que se développe la coopération* » (3).

## Travail salarié et despotisme d'usine

Alors, que peuvent changer au despotisme d'usine Messieurs les autogestionnaires qui demandent un prétendu droit de regard sur la gestion de l'entreprise ? Et même ces formidables révolutionnaires qui veulent tout changer en remplaçant le patron par un « comité ouvrier » ? Le marxisme y a donc déjà répondu : rien. Le seul résultat de la revendication de l'autogestion est de détourner les énergies de classe vers une issue inoffensive pour le capital, une issue qui peut même,

à un moment de crise, lui servir d'amortisseur contre-révolutionnaire.

En effet, le despotisme d'usine ne relève pas tant du machiavélisme du capitaliste que de la soumission de ce dernier, en tant que support du capital, au despotisme du marché qui est né de l'anarchie de la concurrence entre les entreprises. Il est le résultat du fait que le capitaliste n'est que l'agent — il n'a même pas besoin d'en être conscient — de la valorisation du capital et que les

## Exaspération des antagonismes de classe et totalitarisme croissant de l'Etat bourgeois

Le capitalisme pourrissant pousse pour sa part au renforcement pathologique du caractère totalitaire de l'Etat qui tombe aux mains de la fraction la plus puissante de la classe dominante, celle du grand capital, et il a tendance à discipliner toujours plus la classe dominante sous sa forme extrême, le fascisme.

En économie, la pression de ces lois fait que le capital tend à devenir un véritable capital social, qui se dépersonnalise et présente une organisation centralisée et trustifiée, qui même au degré de concentration atteint est soumise à de nouvelles restructurations encore plus amples. Cette centralisation, contradictoire sous sa forme capitaliste, qui répond à la guerre généralisée dans tous les domaines, n'en fournit pas moins la base économique matérielle du socialisme, bien que le niveau minimum de centralisation indispensable à la transformation socialiste ait déjà été atteint depuis le début du siècle.

Si la révolution ne vient pas nous en délivrer, le capitalisme qui se défend contre elle en blindant toujours davantage l'Etat totalitaire, n'a d'autre issue que d'internationaliser toujours davantage la production tout en fortifiant les Etats nationaux concurrents dans la guerre économique qui se transforme nécessairement en guerre impérialiste.

Que peuvent faire contre cette course vertigineuse au militarisme et à la mili-

tarisation de la société entière, expression concentrée et éloquente de la centralisation capitaliste, les tenants de la gestion « décentralisée » et de la démocratisation de l'Etat et de la vie économique, sociale et politique à tous les niveaux, sinon s'épuiser en vains combats, ou pire, servir de drapeau hypocrite à la poursuite de cette course infernale ?

Pour nous, il n'y a qu'une voie, celle de la révolution prolétarienne et de la transformation communiste de la société. Elle seule s'affirme comme la solution dialectique harmonieuse. Dépassant la contradiction en faisant accéder à une unité supérieure, elle signifie la fin du mercantilisme et donc la mise en accord du caractère de l'appropriation — sociale — avec celui du travail associé à l'échelle de la société tout entière. Contrairement à la solution capitaliste qui ne peut que promettre l'écrasement du prolétariat et la barbarie pour l'humanité, elle délivre enfin d'espèce humaine unie du despotisme, de la misère et de l'oppression.

(1) Engels, Anti-Dühring, Chap. Socialisme : données théoriques.

(2) Marx, Misère de la philosophie, Ed. Sociales, pages 142-143.

(3) Marx, Le Capital, La Coopération, Editions Sociales, Livre 1<sup>er</sup>, tome 2, p. 24.

## PARTI ET CLASSE

- thèses de l'Internationale sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne (1920)
- parti et classe (1921)
- parti et action de classe (1921)
- le principe démocratique (1922)
- dictature prolétarienne et parti de classe (1951)

Une brochure de 112 pages - Prix : 8 F.

## Questions de la lutte économique et syndicale

# Plus que jamais, défense résolue des chômeurs !

D'après les chiffres officiels on compte actuellement dans l'ensemble de la zone OCDE 16,5 millions de chômeurs recensés (ce qui signifie que le nombre réel des chômeurs est encore plus élevé). Le chômage a pratiquement doublé entre 1973 et 1975, au moment le plus fort de la crise, et est resté au même niveau depuis. Il s'agit là d'une moyenne.

Si l'on regarde pays par pays, on constate que le taux au Canada est passé de 5,6 % en 1973 à 8,6 % en 1978, en Espagne de 2,2 % à 7,1 %, en Italie de 3,7 % à 6,8 %, en Australie de 1,9 % à 6,2 %, aux Etats-Unis de 4,7 % à 6 %, en Grande-Bretagne de 2,8 % à 5,8 %, en France de 2,6 % à 5,3 %, en Allemagne de 0,9 % à 4 %, au Japon de 1,3 % à 2,2 %.

Par rapport à la période de « prospérité » 1955-1973, on constate que le chômage a reculé dans trois pays : les Etats-Unis, l'Allemagne et la Suède, ce qui n'est pas sans explication.

D'après une étude parue dans le numéro d'octobre 1978 de l'*Expansion*, d'où les chiffres sont tirés, les Etats-Unis auraient diminué leur chômage (mais le taux actuel est encore de 6 % de la population active) essentiellement en créant des emplois, c'est-à-dire « en poussant la production et en acceptant une forte baisse de la compétitivité de l'économie américaine ». Autrement dit ils ont redressé l'emploi « en sacrifiant le dollar ». Les Etats-Unis sont le seul pays à pouvoir utiliser ce remède « car c'est le seul pays qui, en émettant sa propre monnaie, émet aussi celle des échanges internationaux. Il peut donc supporter dura-

blement un déficit extérieur qui serait intolérable pour n'importe quel autre pays ». On peut seulement se demander, ajoute l'article, si cette baisse du dollar n'est pas une des principales causes du chômage... dans le reste du monde. En d'autres termes les Etats-Unis ont diminué le chômage chez eux en l'exportant ailleurs.

L'Allemagne n'avait pas cette possibilité, mais elle en avait une autre : elle a fait baisser son taux de chômage (4 % actuellement contre 4,9 % en mars 1955) « en mettant à la porte 1.300.000 Turcs, Yougoslaves et autres Italiens », remède qu'ont également utilisé les Etats-Unis, bien que de façon secondaire, en renvoyant des travailleurs mexicains, entre autres.

Quant à la Suède, elle aurait réussi à diminuer le nombre de chômeurs (2,1 % actuellement contre 2,9 % en novembre 1973) au prix d'un déficit budgétaire, d'un déficit extérieur, et de... l'inflation.

Exportation du chômage dans d'autres pays, renvoi des travailleurs immigrés : telles sont les seules mesures que les différentes économies nationales peuvent mettre en œuvre pour diminuer le chômage chez elles. Sur le papier il y en a une autre, c'est d'augmenter la croissance : « Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'un taux de croissance plus élevé permettrait de lutter contre le chômage, même si cela ne devait pas suffire pour le résorber. Les experts consultés — d'accord sur ce point avec ceux de l'OCDE — situent entre 4 et 5 % le taux de croissance qui permettrait de

renverser la tendance actuelle de l'emploi. Or l'ensemble occidental évolue au rythme d'une croissance moyenne de 3,5 %. Il faudrait donc gagner un point de croissance pour inverser la tendance. C'est accessible, dit-on un peu partout, sans prendre de risques excessifs du côté de l'inflation, par une meilleure concertation entre les politiques économiques. C'est, au fond, l'objectif qui a été fixé au « sommet de Bonn » en juillet dernier ».

L'ennui, c'est qu'augmenter la croissance dans chaque pays, cela revient à accroître la production dans tous les pays ; mais comme il faut vendre sur un marché rétréci, et donc prendre une part du marché au détriment des autres, cela signifie chômage accru pour la classe ouvrière des pays défavorisés dans la concurrence, mais cela signifie également, comme conséquence des restructurations sauvages, chômage accru aussi dans les pays favorisés par la concurrence, bref, en dépit des promesses, cela veut dire chômage accru pour tous.

En réalité, le chômage n'est pas la conséquence d'un mauvais fonctionnement du système capitaliste : il est inhérent au fonctionnement même de ce mode de production. L'accroissement relatif du chômage est une donnée permanente et le chômage s'accroît de façon absolue en période de crise.

Malgré la limitation des flux migratoires et le non-renouvellement des cartes qui menacent des centaines de milliers de prolétaires pour l'année qui vient, malgré aussi les tentatives pour développer le travail à temps partiel et les

contrats temporaires, le chômage ne peut que s'accroître encore.

Pour ce qui est de la situation des chômeurs, elle était déjà désastreuse. L'*Usine nouvelle* de septembre 1978 a publié un tableau qui porte sur 1.040.000 chômeurs. D'après ce tableau, en mai 1978, 300.000 chômeurs ne recevaient aucune indemnité (il s'agit de chômeurs non secourus soit parce qu'ils ont épuisé leurs droits soit parce qu'ils ne peuvent pas en bénéficier : jeunes qui n'ont jamais travaillé et travailleurs qui ont moins de trois mois de présence dans l'entreprise) ; 215.000 chômeurs touchaient au titre de l'aide publique moins de 50 % du Smic, c'est-à-dire moins de 31 F par jour, et ce pendant trois mois seulement ; 115.000 chômeurs touchaient les allocations Assedic (35 % du salaire pendant 1 an) ; 226.000 touchaient les allocations Assedic et l'aide publique (1 an pour les Assedic, 3 mois pour l'AP). Sur 1.040.000 chômeurs, 171.000 seulement, soit moins de 17 %, recevaient 90 % de leur salaire pendant un an, et d'ailleurs une bonne proportion dans cette catégorie est constituée de cadres.

Cette situation risque encore de s'aggraver. Devant l'accroissement du nombre de chômeurs, l'Etat et le patronat se renvoient la balle pour savoir qui des deux doit payer : l'Etat avec l'argent des contribuables et donc avec les impôts payés par les travailleurs, les patrons avec la plus-value qu'ils extorquent aux ouvriers. La CFDT et la CGT, elles, récla-

(suite page 8)

# Préparer la riposte de classe à l'attaque bourgeoise

(suite de la page 1)

naux », la semaine de « dialogue » organisée par Stoléro du 19 au 26 novembre avait pour but essentiel d'expliquer aux travailleurs la nécessité d'une importante vague de renvois pour 1979, au nom de l'intérêt commun de tous les travailleurs, y compris les immigrés eux-mêmes. Cela au milieu de déclarations hypocrites visant à préserver l'image de marque du libéralisme giscardien... aux frais des travailleurs immigrés, qui finançaient l'opération par l'intermédiaire du FAS !

« Faisant allusion à l'expiration, en 1979, » des cartes de séjour des Algériens, M. Stoléro s'est interrogé : « Est-il raisonnable que, dans les conditions actuelles de l'emploi, cinq cent mille nouveaux engagements de travail soient délivrés pour 1979-1989 ? » J'ai tendance à répondre non... ce qui ne veut pas dire que cinq cent mille personnes seront mises à la porte », a indiqué M. Stoléro, qui a ajouté : « Nous pensons que le marché de l'emploi doit être concentré le plus possible sur ceux qui ont besoin de travailler en France ». (« Le Monde » du 25-11-78.)

Les travailleurs immigrés ont montré par avance quelle réponse de classe ils entendaient donner à cette nouvelle offensive bourgeoise : le 18 novembre, 20.000 travailleurs immigrés et français ont manifesté solidairement à l'appel du Comité de Coordination des foyers en lutte, contre la répression policière, les mesures racistes de Stoléro, et pour l'unité de tous les travailleurs.

Emboitant le pas à Stoléro, les directions syndicales et les partis opportunistes ont organisé pour toute riposte une « vraie semaine de dialogue », qui ne pouvait aller bien loin dans la mesure où les principes qui guident la politique d'immigration du PCF, de la CGT ou de la CFDT sont les principes bourgeois, les mêmes que ceux de Stoléro. Depuis longtemps, tous ces représentants du social-impérialisme se sont prononcés pour le contrôle de l'immigration, réclamant de façon plus ou moins nette le verrouillage des frontières et, à l'intérieur, le contrôle de la police sur les travailleurs immigrés, que ce soit au moyen des cartes de séjour pour le PCF et la CGT, ou du « document unique » pour la CFDT. Leur point de vue étroitement chauvin, inspiré par le souci de défendre les privilèges d'une minorité d'ouvriers « supérieurs » ou « aristocratiques », privilégiés qui dépendent du succès de « leur » bourgeoisie dans la guerre commerciale, est en profond accord avec le projet de Stoléro.

Réserver d'abord le travail aux « nationaux », n'est-ce pas aussi la volonté du PCF et de la CGT puisqu'ils réclament le « rapatriement des travaux faits à l'étranger » ou le « fabriquons français » ?

C'est pourquoi les dirigeants syndicaux n'ont pas cherché à appeler les travailleurs

français à la révolte contre la politique bourgeoise et à la solidarité active de classe avec leurs frères immigrés, ils n'ont pas cherché à les mobiliser ni à les organiser pour la lutte contre les expulsions, ils n'ont développé aucun travail systématique dans ce sens dans les entreprises. Leur seule « riposte » a été une propagande générale par tracts et expositions dénonçant la « campagne publicitaire » de Stoléro, sa « parodie de dialogue » dans un contexte de répression.

C'est également pourquoi il ne faut pas voir dans la participation de l'URP-CFDT à la manifestation du 18 novembre un soutien effectif. Si elle a appelé *in extremis* à la manifestation, c'est bien sous la pression de la lutte, puissante force d'attraction pour sa base devant qui elle a voulu redorer son blason. Mais c'est en même temps une manœuvre tactique très habile, déterminée non pas par les besoins de la lutte des foyers, mais au contraire par la politique générale de la CFDT sur l'immigration.

Effectivement, sans rien changer à son objectif de contrôle de l'immigration qui sous-entend son accord de fond avec la répression policière nécessaire pour l'assurer, la CFDT attend plusieurs résultats de la concession secondaire faite sur la manifestation : se donner la possibilité d'une influence sur certains secteurs de la lutte, persuadés d'un soutien réel de la CFDT, et pouvoir ainsi calmer les travailleurs dans les foyers ; revaloriser la méthode préconisée par les courants « d'extrême gauche » qui ont toujours prôné aux dirigeants ouvriers de la lutte de ne pas critiquer trop vivement les directions syndicales, mais de les appeler sans discontinuer à soutenir. Ainsi la méthode semble avoir marché, les courants « d'extrême gauche » qui ne reprochaient à la CFDT que de ne pas soutenir la lutte (tout en se gardant bien de préciser les bases de ce soutien) mais non de ne pas reconnaître le Comité de Coordination, pourront voir en elle un pôle de ralliement. Les illusions de la base sur le soutien de sa centrale sont renforcées, alors qu'elle continue le même travail de sabotage de la lutte, au sein de la commission Delmon notamment. Le résultat le plus immédiat de tout ce travail fait par les groupes prétendument d'extrême gauche qui sont tombés dans ce piège est que la tâche de liaison réelle, active et directe, à la base, entre ouvriers français et immigrés, n'a pas avancé d'un pas. Pire, alors que la possibilité existait d'une liaison sur la base des luttes des six derniers mois, qui toutes — et pas seulement celle des foyers — restent isolées par les bureaucraties syndicales, la sympathie qui peut se manifester autour de la lutte Sonacotra reste prisonnière des bureaucraties ; elle risque donc d'avoir à passer obligatoirement par les confédérations, notamment la CFDT qui

parvient ainsi à centraliser l'activité des militants influencés par « l'extrême gauche ». Et ce d'autant que, comme l'a montré la préparation de cette manifestation, de nombreux groupes (comme la LCR, l'OCT) se sont sentis pousser des ailes dès que la bureaucratie CFDT a appelé à la manifestation du 18.

Cet « appui » s'est même traduit dans certains Comités de Soutien, où les courants enclins à placer la lutte sur le terrain de l'action sans principes se sentent de nouveau la force de s'opposer carrément à nos propositions qui visent toujours à chercher la solidarité réelle des ouvriers dans les entreprises et les quartiers, en mettant en avant les intérêts généraux de la lutte de classe et non les recettes habituelles de la phraséologie démocratique, de l'« antiracisme en général », qui aboutissent en pratique à ramener la lutte sur le terrain de l'opportunisme.

Le fait que les bonzes CFDT parviennent aujourd'hui à donner un pôle de centralisation à toutes ces forces ambiguës et centristes nous semble représenter un danger pour la lutte, qui doit affronter dans les prochains mois, la question difficile de la riposte au renvoi des travailleurs.

Dans cette situation, notre parti intensifiera sa campagne de dénonciation de la politique anti-ouvrière de la bourgeoisie ; de dénonciation de la complicité des partis de gauche et des directions syndicales partisans du contrôle de l'immigration qui nourrit la division des rangs ouvriers, le racisme et la xénophobie ; il intensifiera son travail d'explication politique, d'appel à une riposte collective de classe contre toute expulsion et contre le non-renouvellement des cartes, en insistant sur le fait que si la classe ouvrière laisse une partie d'elle-même seule face à l'attaque de l'ennemi, c'est tout entière qu'elle subit une défaite. Cette campagne, notre parti la mènera avec ses forces, qui sont modestes, mais aussi avec la détermination que lui dicte son devoir prolétarien et internationaliste, en utilisant tous les moyens à sa disposition : réunions publiques, journaux, affiches et tracts, bulletins d'entreprises, etc., ainsi que, là où c'est possible, en intervenant dans les entreprises et les sections syndicales.

Mais ce travail de parti, qui reste essentiellement un travail de propagande et d'orientation générale en vue de préparer une mobilisation effective, ne saurait suffire pour organiser une riposte générale. Pour être efficace et pour préparer les luttes à venir, cette riposte doit être la plus large possible, ouverte à tous les ouvriers, quelle que soit leur appartenance politique ou syndicale ou leur nationalité. C'est pourquoi l'organe d'une telle riposte doit être une organisation de type immédiat.

Dans les étapes qui ont précédé la situation présente, c'est le Comité de Coordination qui a joué ce rôle, notamment dans la

lutte contre le million et les discriminations, lutte dont les temps forts ont été les manifestations du 19 novembre 77, du 1<sup>er</sup> mai 78 et du 18 novembre 78. Les faits ont montré que le Comité est la seule organisation ouvrière forgée dans une lutte effective qui soit capable de donner une colonne vertébrale à un front d'organisations ouvertes, notamment dans l'immigration, et d'entraîner, à travers les comités de soutien et plus généralement à travers l'influence qu'il exerce dans la classe, des groupes d'ouvriers dans les entreprises ainsi que des sections syndicales.

Si le Comité de Coordination n'avait pas la force, en raison du terrible isolement où sont plongées les luttes des résidents et plus généralement des prolétaires immigrés, de remplir la tâche, nous ne disons pas d'unique organisateur, mais de pilier central de la riposte, s'il n'avait pas la force d'affronter victorieusement les innombrables manœuvres qui cherchent, avec l'aide de groupes qui prétendent « soutenir » la lutte, à l'entraîner dans les pièges du démocratisme, alors plusieurs dangers se feraient menaçants.

Le premier serait que le Comité se replie sur la seule grève des loyers, au risque même d'une scission en son sein avec la partie la plus avancée et la plus combative des ouvriers, qui sentent la nécessité d'une lutte plus générale contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Certains courants téléguident par le réformisme, qui ont de solides réflexes de pompiers sociaux, s'empressent d'ailleurs de vouloir cantonner le rôle du Comité aux foyers. Or comment ne pas voir que le succès de la lutte des foyers est désormais lié à celui de la riposte générale contre l'attaque anti-prolétarienne qui vise, à travers nos frères immigrés, toute la classe ouvrière ? Devant cette donnée de fait, les arguments constitutionnels ne sont pas de mise.

Le second danger serait qu'en l'absence d'un rôle déterminant de la Coordination, la riposte s'organise sur la base d'un cartel hétéroclite de partis et d'organisations qui sont pour la plupart déjà acquis à la manœuvre démocratico-opportuniste (ou bien incapables de la déjouer à terme), ce qui reviendrait à livrer la direction réelle de la riposte à la direction de la CFDT qui la trahira comme elle l'a déjà fait pour la lutte des foyers.

L'enjeu est grave. Nos camarades, notamment dans les entreprises, les sections syndicales, les Comités de Soutien à la lutte des foyers, lutteront en tout état de cause pour que la riposte se fasse sur la base la plus large possible et selon la méthode prolétarienne et classiste, contre toutes les sirènes du démocratisme et de la facilité qui ne cherchent en réalité, avec leurs méthodes doucereuses, qu'à démanteler la lutte.

# La grève des travailleurs des hôpitaux en Italie

En Italie, un mouvement de grève spontanée s'est maintenu pendant plus d'un mois dans les hôpitaux. Parti d'un petit hôpital de Florence, il a touché d'abord toute la région et s'est étendu à tout le pays, en se donnant une organisation adéquate indépendante de l'organisation syndicale officielle. Nos camarades ont eu un rôle direct d'organisation dans ce mouvement, remarquable par ses méthodes et ses revendications, et qui, après la grève spontanée dans les chemins de fer italiens cet été, est un des signes de la reprise de classe qui se fait malgré les directions syndicales et contre elles.

Au moment du renouvellement des conventions collectives triennales — qui donne lieu à une négociation patron — ou Etat — syndicats, précédée en général par des discussions sur la plate-forme dans des assemblées de travailleurs, une agitation spontanée s'est manifestée parmi les travailleurs de la région de Florence. A l'hôpital de San Giovanni, les travailleurs se sont déclarés prêts à une grève totale et reconductible, pour défendre des revendications conformes à leurs besoins, sans se soucier des directives syndicales. Des assemblées générales se sont tenues, ont gagné l'important centre hospitalier de Careggi. Là, nos camarades travaillaient depuis plus d'un an dans un petit comité externe, constitué sur des questions de défense minimale, qui semblait végéter. Lorsque l'agitation s'est dessinée, les travailleurs sont allés chercher nos camarades, qui ont ensuite participé de façon régulière à l'organisation locale et centrale de la grève. En quelques jours, sans que la signature par les syndicats d'un accord sans rapport avec les revendica-

tions exprimées ait pu le freiner, le mouvement gagnait en extension et en force. Une partie des malades, auxquels les travailleurs avaient demandé leur solidarité avaient constitué leurs propres comités pour soutenir les travailleurs; d'autres, rentrés chez eux malgré les pressions de la direction et de la plupart des médecins, qui n'ont pas reculé devant les plus infâmes chantages — revenaient participer aux assemblées générales des grévistes...

Les revendications avancées allaient d'une part, dans le sens de l'unité des travailleurs, en demandant une **augmentation uniforme pour tous** de 40.000 liras, au lieu des « augmentations proportionnelles à la qualification » chères aux bonzes, là-bas comme ici. Ils refusaient, d'autre part l'**alourdissement continu** de la charge de travail due aux restructurations. En Italie comme en France ou en Angleterre, où une grève des hôpitaux analogue semble avoir eu lieu cet été au milieu d'une vraie conspiration du silence de tous les pompiers sociaux, la nécessité pour l'Etat d'économiser sur les investissements improductifs se traduit par une « rationalisation » forcée et une pression redoublée sur toutes les catégories de travailleurs des services. Enfin, les travailleurs s'opposaient à la « mobilité » (autre thème cher à la bourgeoisie italienne et à ses fidèles alliés du « compromis historique »), dans la mesure où elle représentait une aggravation des conditions de travail (c'est le cas par exemple des ambulanciers, qu'on renvoie de service en service).

Dans leurs méthodes aussi, les travailleurs sautaient allègrement par dessus toutes les barrières de la négociation syn-

dicale planifiée, en reprenant les armes de classe de la **grève sans limitation préalable de durée**, cette méthode « barbare » dans de pareils secteurs, comme s'empressa de le déclarer le très civilisé Lama, bonze en chef de la CGIL. Au lieu d'entrer poliment dans le protocole de la négociation, ces barbares se contentèrent d'aller en masse déposer leur plate-forme sur le bureau des autorités régionales déconfites! Au lieu d'attendre sagement les calendriers d'action des bureaucrates, ils se voyaient pratiquement chaque jour en assemblée plénière par ville, et mettaient sur pied une coordination régionale, puis nationale, sur la base des comités de grève de chaque hôpital. Ce que des dizaines de bureaucrates stipendiés n'avaient jamais réussi à faire, rassembler dans la rue plusieurs milliers de travailleurs hospitaliers, ce mouvement l'a fait dans des manifestations régionales, menées notamment à Florence aux cris de « Vive la grève générale, à bas la ligne syndicale dans la question des contrats! », puis dans une manifestation nationale. Naturellement, les syndicats et les partis opportunistes, après avoir tout fait pour isoler et calomnier le mouvement (donnant entre autres dans leur presse les noms des « agitateurs »!), ont essayé ensuite d'en reprendre les commandes et de se réintroduire dans les assemblées. Au moment le plus fort de la lutte, ils ont été soit contraints au silence par les travailleurs, soit obligés d'accepter de se faire les porte-parole de la plate-forme des grévistes. Evidemment, leurs manœuvres n'ont pas été sans effet, dans la période de fatigue qui a suivi, d'autant que les mouvements gauchistes leur ont fourni des points d'appui, aussi bien dans les

méthodes que dans les revendications (par exemple, celle d'un « hôpital rouge au service des travailleurs », aisément transformable en « sacrifiez-vous pour la bonne marche du service »!).

Par ailleurs, des réactions anti-syndicales affirmées se sont, très normalement, fait jour parmi les travailleurs; ce qui nous a amenés à faire tout un travail d'explication pour empêcher ce débat entre anti-syndicalistes et travailleurs combattifs qui croient pouvoir encore utiliser le syndicat, débat inévitable dans la phase actuelle, de creuser un fossé artificiel entre les travailleurs en lutte.

Nous reviendrons dans un prochain article sur ce problème, sur celui de la réaction défensive des travailleurs contre toute organisation politique, qui s'est manifestée là comme dans la lutte de la Sonacotra, réaction que nous devons combattre **tout en en comprenant les raisons**, et en général, sur toute notre intervention de Parti, dont tous les camarades peuvent tirer de précieux enseignements pratiques. La fatigue se faisant sentir après un mois de lutte, les travailleurs ont arrêté la grève dans la plupart des hôpitaux, sans démoralisation, et en maintenant en vie, même de façon réduite, les organismes nés de la lutte, grâce à toute la préparation préalable. Les syndicats ont eu beau présenter comme le fruit de leur sage politique de négociation les 20.000 liras d'augmentation obtenues, ils n'ont pas entamé le sentiment de confiance dans leur propre force, et dans les méthodes anti-réformistes, que cette lutte exceptionnelle a pu donner aux travailleurs, malgré tous les obstacles et les imperfections du mouvement.

## Extraits du Bulletin Renault n° 17

# Le Comité d'entreprise, organe de collaboration de classe!

### Exposé des motifs de l'ordonnance du 22-2-1945 instituant les Comités d'entreprise

« On peut espérer que des contacts fréquents — le comité se réunit une fois par mois — au cours desquels seront discutés des problèmes concrets d'organisation du travail, et qui seront dominés par le souci de l'œuvre commune à laquelle la direction et le personnel sont attachés, sortiront des méthodes et des pratiques nouvelles de coopération entre le chef et les salariés de l'entreprise... »

Discours devant l'Assemblée nationale constituante le 9 avril 1945 du rapporteur du projet de loi sur les C.E. :

« Il importe de créer au sein de l'entreprise cette atmosphère de bonne volonté et de compréhension mutuelle qui, seule, permettra le développement de la production et l'instauration d'un véritable ordre social où la dignité du travailleur sera officiellement reconnue et respectée. »

Comme dans d'autres pays d'Europe, le comité d'entreprise a été créé — en France en 1945 — avant tout dans le but de créer un organisme de franche collaboration entre le patron et les ouvriers, avec l'entremise des syndicats.

Il s'agissait en outre de contrôler en leur donnant une forme officielle les comités spontanés nés pendant les dernières années de la guerre, qui pouvaient devenir des foyers d'agitation, redoutés aussi bien du patronat et de l'Etat que des syndicats « responsables » soucieux d'abord de reconstruire l'économie.

Certes, il y a dans ses attributions quelques points qui répondent à des besoins réels (ne parlons pas des arbres de Noël ou autres fêtes religieuses que les bourgeois sont bien capables de célébrer tout seuls), mais les œuvres sociales, le rôle d'entraide qu'il est censé assumer seraient remplis de façon aussi efficace et moins malsaine si c'était un organisme vraiment prolétarien qui s'en chargeait — au lieu d'être faites dans le sens de l'in-

trigue, de la corruption, de la compromission qui triomphent toujours dans les CE. Quant au prétendu contrôle que les ouvriers peuvent obtenir par le CE, on oublie de dire que c'est le *chef d'entreprise* qui le préside, qui le convoque et qui s'en sert pour faire sa propagande sur l'« intérêt de l'entreprise » et la nécessité de travailler plus! D'ailleurs, tout travailleur qui prendra la peine de lire les comptes rendus du CE de Renault — ou de n'importe quelle autre entreprise — verra que la plupart des élus des syndicats « responsables » ont le patriotisme d'entreprise bien trop chevillé au corps pour faire autre chose que quelques protestations de forme sur fond de loyale co-gestion!

Les travailleurs n'ont rien à gagner à cette cuisine douteuse qui ne sert qu'à engraisser quelques bureaucrates syndicaux vendus aux patrons!

Il faut au contraire lutter pour l'autonomie de classe du prolétariat et de ses organisations!

## Les miracles de la « gestion syndicale » de la cantine

La prise en main par le CE Renault de la cantine d'entreprise en 1945 se fit dans l'esprit de collaboration de classe qui marque la fondation de cet organisme : il s'agissait, comme le rappelle un tract récent du PCF, de subvenir à l'alimentation des travailleurs dans l'intérêt de l'entreprise et de la reconstruction nationale, conjointement à la direction, c'est-à-dire à l'époque de faire produire le maximum aux ouvriers avec le minimum de ration et de salaire! Aujourd'hui c'est avec le même esprit que la CGT demande à la direction d'augmenter ses subventions parce que « les restaurants d'entreprise sont nécessaires à la marche de l'usine » (tract du 12-10-78). En fait sous couleur d'intérêt général, celui des ouvriers et de l'entreprise, les bonzes ont rendu les meilleurs services à la direction, en servant d'amortisseur à la colère des ouvriers face à l'augmentation des prix des repas et à leur goût de plus

dération exploitée durement elle-même les employés du restaurant (à la RATP les employés du CE aussi connaissent l'austérité...).

Les intérêts des ouvriers et de l'entreprise sont si peu conciliables que le syndicat a dû laisser s'accumuler le déficit. Aujourd'hui il est prêt à refiler ce fardeau à la direction en acceptant d'éponger sur le dos des travailleurs la moitié du déficit! Tout en prenant de grands airs la CGT n'accepterait pas d'être « collecteur de vie chère » mais que diable faisait-elle jusqu'ici? Voici une preuve de plus que la gestion dans le cadre de l'ordre établi ne mène qu'à se plier de plus en plus aux lois de l'austérité capitaliste, et à s'intégrer de mieux en mieux à l'appareil bourgeois contre les besoins de la lutte! Et si la CFDT se dit en principe contre la gestion des « pièges de patron » que seraient les cantines, cela ne l'empêche pas de revendiquer l'acquis du CE pour les patrons... et d'accepter la première de diminuer les miettes des chômeurs, par exemple! Ne parlons pas de FO ouvertement anti-grève (cf. lors de celle du 38). Les autres directions syndicales peuvent rire, elles qui sont encore plus collaboratrices! Quant à nous si nous n'excluons pas la gestion par des organismes *prolétaires* de cantines ou autres, bien qu'il soit primordial de consacrer les énergies militantes à la lutte, cette gestion servira la lutte de classe et non l'entreprise et ne remplacera aucunement la lutte directe et indépendante pour l'amélioration des conditions de vie et de travail!

## Souscription permanente

### LISTE NUMERO 5

Angers, 432; Grenoble, 61; Rouen, 60; Paris, 2.447; Strasbourg, 1.519; La Seyne, 1.000; Réunion publique Paris, 561; Fresnes, 90; Vincent, 100; Le Mans, 12; En mémoire de Vercesi, 130; Moulins, 30; 3 lycéens, 10; Barbieri, 20; Vanda, Anita Ferro; en mémoire de Vercesi, Bruno Z et Acquaviva, 100.

Total liste n° 5 ..... 6.572,00  
Total précédent ..... 18.009,45  
Total général ..... 24.581,45

## A PARIS, PERMANENCE du groupe syndical PTT

un mercredi sur trois de 15 h à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), 75013 Paris, soit le 19 décembre et le 10 janvier.

## Brochures

### « Le Prolétaire »

- La grève des nettoyeurs du métro (4 F) (\*)
- Postiers en lutte (5 F)

Commandes au « Prolétaire »

(\*) Disponible en français et en arabe.

# En Iran, révolution capitaliste à la cosaque

(suite de la page 3)

Dans les campagnes, 60.000 « féodaux » possèdent encore dans les années cinquante la quasi totalité des 50.000 villages du pays peuplés en moyenne de 250 habitants : 10.000 de ces villages sont dans les mains de propriétaires de plus de cinq villages, 10 % des villages sont des biens religieux et 5 % des terres de la couronne.

La grande masse des familles paysannes paient toujours en nature un fort métayage au propriétaire qui a la haute main sur l'eau — le système d'irrigation est essentiel dans ce pays semi-aride où 40 % des terres sont irriguées — et sur la redistribution des terres, toujours soumises à la rotation annuelle entre les familles (sauf dans certains cas où elles sont encore cultivées en unités indivises).

Les campagnes, cependant, ont été également entraînées dans le tourbillon général. Les propriétaires qui habitent traditionnellement les villes se sont mis à cultiver leurs terres pour des besoins d'argent, soit directement pour la moitié d'entre eux, l'autre louant le bénéfice de leurs terres à des fonctionnaires ou à des commerçants. D'un côté est née à côté de l'économie paysanne une économie domaniale où sont introduits les cultures spéculatives et le salariat. Ainsi en 1960, 12.300 exploitations de plus de 50 ha cultivent 13 % des terres. De l'autre, l'économie paysanne réduite à la portion congrue et sur laquelle le propriétaire exerce une pression économique accrue pour vendre la part qui lui revient, a vu le paysan se spécialiser, les parcelles se réduire au point que 40 % des familles ont moins de 2 ha, ce qui ne permet pas de vivre et pousse une partie des bras à s'engager sur les domaines ou à s'expatrier vers les villes.

Mais malgré cette évolution économique, le seul maître dans le village, c'est le propriétaire qui non seulement utilise arbitrairement la terre, mais exerce la justice, si bien que les vieux rapports patriarcaux deviennent insupportables au paysan. Cependant si son poids économique sur les épaules du paysan reste entier, le poids économique de la propriété foncière dans la vie du pays n'a fait que décliner avec le développement des villes, de l'industrie et du commerce, sous le robinet du pétrole. Son poids politique par contre est resté considérable. Cela s'explique aisément du fait de la fusion de la propriété foncière avec l'armée et la haute administration.

Cette situation se perpétue non seulement du fait que les « féodaux » ont une tradition militaire et que l'Etat iranien

est avant tout une armée, mais aussi parce que, si l'administration et les fonctionnaires qui sont issus des classes urbaines tiennent la ville, les campagnes sont restées sous l'emprise exclusive des féodaux, et ce jusqu'au début des années soixante.

Mais un pays où, en 1956, 31 % de la population totale vivait dans les villes, un pays où l'artisanat et l'industrie occupent 1,2 million de personnes (soit 21 % de la population active) un pays où le commerce, les transports et les services emploient près d'un million de personnes (soit 17 % de la population active), un pays où 60 % des habitants de la ville vivent désormais d'un salaire et les 40 % restant d'activités qui n'ont rien à voir avec l'agriculture, tout cela sans parler d'une administration et d'une armée dévorantes qui n'emploient pas moins de 450.000 personnes, un tel pays, avec une telle profusion d'intérêts bourgeois et modernes, mêmes s'ils sont tirés presque malgré eux par l'impérialisme et émoussés par la rente pétrolière, un tel pays peut-il supporter plus longtemps d'être mené par la cravache des propriétaires fonciers ?

Dans les années cinquante, les conditions économiques et sociales étaient bien mûres pour une révolution bourgeoise dirigée contre l'impérialisme et les vieux rapports féodaux, une révolution pouvant de plus s'appuyer sur une véritable révolution paysanne.

Le raz de marée social qui a secoué l'Asie à partir de l'épicentre extrême-oriental en réponse au tremblement de terre provoqué par la seconde guerre impérialiste n'a pas épargné l'Iran. Les classes urbaines profitèrent de l'affaiblissement du régime provoqué par la transformation du pays en espaces de grandes manœuvres militaires entre les blocs, de la déposition de Reza et de la lutte d'influence sourde entre Britanniques et Américains, pour faire entendre leur voix.

A l'agitation qui s'empara alors des premiers noyaux ouvriers, de la petite bourgeoisie urbaine, et qui se répercuta dans les campagnes, répondit en écho l'expérience réformiste de Mossadegh qui vit les nouvelles classes nées du développement urbain chercher à négocier une plus grande place dans l'Etat par rapport aux féodaux et une meilleure part de la rente foncière avec l'impérialisme, pendant que l'on promettait une réforme agraire et la Constitution de 1906 pour calmer les masses. Même cela fut refusé par les féodaux, et surtout par l'impérialisme américain, héritier de l'Angleterre dans la région, conscient du rôle

stratégique de l'Iran, situé au cœur de la « zone des tempêtes » des champs pétroliers du golfe, et bastion avancé contre la Russie concurrente en Asie. C'est pourquoi le coup d'Etat d'août 1953, qui en finit avec le réformisme minable de Mossadegh et ramena le chah, marque désormais une nouvelle accélération de l'entraînement du pays dans la spirale du marché mondial et dans sa militarisation, dont le coup d'envoi est donné par le traité avec les Etats-Unis en 1956.

C'est la même année qu'est créée la SAVAK, cette police ultra-centralisée qui contrôle tout le pays en liaison avec les Américains, mais cela n'empêche pas le mouvement social de repartir avec les grandes grèves ouvrières de 1956 et 1959. La crise économique de 1960-61 éveille les étudiants et la petite bourgeoisie, gagne les campagnes où selon Le Monde du 27-1-73 régnait début 63 « une atmosphère de jacquerie ». Le mouvement culmina en juin 63 où une grande révolte spontanée se heurta à l'armée, qui laissa 15.000 cadavres dans la poussière des rues de Téhéran et de sa banlieue.

Cependant, la contre-révolution ne pouvait laisser la situation sociale telle quelle. Si elle s'était servie dans les années 1950-53 des « féodaux » pour briser les prétentions bourgeoises vis-à-vis de l'impérialisme, elle n'avait pu restaurer l'entière domination de l'impérialisme qu'en accentuant encore le caractère capitaliste de l'Etat, et même de l'armée : un féodal peut tenir un sabre, pas manier un avion. De même la conduite d'un tank exige un soldat formé à l'école des bagnes industriels, non un métayer corvéable à peine capable de tenir un fusil.

La constitution d'une armée moderne et l'utilisation de la rente pétrolière — désormais exclusive dans les revenus d'un Etat ayant définitivement fini de s'appuyer sur la rente foncière agricole — obligeait à faire des concessions sociales au développement bourgeois et à réduire le poids politique de la vieille propriété foncière dans l'Etat. Si dans l'Allemagne de 1850, la contre-révolution n'avait pu vaincre qu'en se faisant « l'exécutrice testamentaire de la révolution », cette fois, dans l'Iran pris dans les griffes de l'impérialisme qui intègre l'expérience de tout le cycle de la domination bourgeoise, la contre-révolution ne pouvait tenir, face à la montée de la vague sociale asiatique, qu'en précédant la révolution : il s'agissait, comme l'a expliqué le gouvernement lui-même, de « faire par en haut une révolution qui risquait de se faire par en bas ».

(à suivre)

## Défense des chômeurs

(suite de la page 6)

ment que l'aide publique soit portée à 50 % du Smic, soit 31 F par jour !

Face à cette trahison complète des syndicats rappelons que la revendication traditionnelle du mouvement communiste est le salaire intégral aux chômeurs. Voici ce que déclarait en juillet 1921 le 1<sup>er</sup> Congrès international des syndicats révolutionnaires (Internationale Syndicale Rouge) dans son Programme d'action : « La première tâche qu'il faut proposer aux ouvriers et aux comités de fabrique et d'usine est l'entretien aux frais des entrepreneurs de la branche respective d'industrie, des ouvriers congédiés par suite du chômage. On ne peut tolérer en aucun cas que les ouvriers soient jetés dans la rue sans que l'établissement s'occupe d'eux. Le patron doit verser à ses chômeurs leur salaire complet. C'est autour de ce pivot qu'il faut organiser non seulement les chômeurs, mais surtout les ouvriers travaillant dans l'entreprise, en leur expliquant en même temps que la question du chômage ne peut être résolue dans le cadre des rapports capitalistes, que le meilleur moyen contre le chômage, c'est la révolution sociale et la dictature du prolétariat » (Résolutions et décisions du 1<sup>er</sup> congrès international des Syndicats Révolutionnaires, Moscou, juillet 1921, Reprint Feltrinelli, p. 31).

Voilà résumée notre position sur le chômage : salaire intégral aux chômeurs et préparation de la révolution communiste qui en détruisant les rapports de production capitalistes mettra un terme à ce fléau !

## Notre solidarité avec Jiannis Serifis

(suite de la page 3)

L'objectif est clair. Serifis est un prolétaire qui a lutté contre la dictature des colonels. Exilé en Allemagne il n'a cessé de se battre pour la défense des conditions de vie et de travail de sa classe et en particulier des travailleurs immigrés. Rentré en Grèce après la chute du régime des colonels il est embauché à la succursale locale de l'AEG et travaille à organiser syndicalement les travailleurs dans son entreprise et à l'échelle nationale. Un prolétaire lié par toutes les fibres de son corps aux souffrances et aux luttes de sa classe, et décidé à se battre pour ses objectifs immédiats et ses objectifs finaux avec une fierté et une abnégation indomptables ne doit pas pouvoir servir d'exemple aux travailleurs et les inciter à porter atteinte à ces valeurs suprêmes que sont la « paix sociale » et la « concorde nationale ». Dans ce but, même les accusations les plus absurdes et les moins fondées ont une « justification » : elles servent à

garder un révolté gênant sous les verrous pendant plus d'un an, en attendant que la « justice » lui colle des années et des années de prison ou le condamne à mort.

L'affaire Serifis a ouvert la voie, comme nous l'écrivions dans notre journal italien en avril dernier, à une campagne purement démocratique à laquelle s'est naturellement associée l'extrême gauche. Cette campagne vise à répandre parmi les ouvriers grecs l'idée qu'ils ont affaire non pas à « l'Etat comme organe de domination bourgeoise, mais à une démocratie imparfaite, un gouvernement pas assez populaire, un homme de droite » (comme Caramanlis) et que tout changera, pour ce qui est des conditions de vie et de travail, si la démocratie grecque était, justement, rendue « parfaite ». Cette campagne ne pouvait et ne peut que recourir aux moyens classiques : mobilisation des « consciences », pétitions signées par des personnalités, pressions parlementaires et au besoin diplomatiques sur le gouvernement, bref tout le folklore démocratico-populaire et démocratico-radical.

La solidarité des prolétaires conscients et des communistes révolutionnaires avec J. Serifis est un devoir et elle doit s'exprimer sous de tout autres formes : en approfondissant la lutte de classe dont J. Serifis a été en Grèce un des combattants les plus ardents et en confiant à son extension et à son renforcement, à sa transformation en lutte politique dirigée contre l'Etat de la classe dominante la défense et la libération et, le cas échéant, la vengeance d'un de ses généreux combattants. La vie et la liberté de J. Serifis ne doivent pas servir à une énième opération destinée à donner un vernis démocratique à l'oppression et à l'exploitation capitalistes !

Que notre solidarité avec le prolétaire et le militant grec soit une solidarité de classe, au nom et dans l'esprit de la lutte intransigeante de classe !

**Soutenez la presse du Parti**

**Diffusez-la !  
Abonnez-vous !**

## Presse du Parti

VOICI LE SOMMAIRE DU NUMERO 22 (18 novembre 1978) de :

### il programma comunista

- Esplocherà la polveria iraniana ?
- « Lavoro dipendente », paga per i tuoi peccati di gola !
- Avvertimenti sinistri ad Ovest e ad Est
- Il gioco dell'imperialismo nell'Africa australe
- Il fallimento del Sandinismo
- La misera fine dei miti sessantotteschi (4)
- Ospedaliери : le esperienze di una lotta esemplare
- Equo canone

\*

### el-oumami (l'internationaliste)

N° 1 - octobre 78

- L'univers capitaliste tout entier est un volcan en éruption.
- Pour le parti ouvrier indépendant : 1 - Les bases constitutives du parti communiste sont les mêmes dans tous les pays.
- Algérie : Misère de l'anti-impérialisme bourgeois — L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire ! — Sur la Charte nationale.
- Lutttes ouvrières : grèves au Maghreb, lutte des foyers Sonacotra en France.

\*

### Programme communiste

\*\*

### Communist Programm

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> jeudi de chaque mois, soit le 14 décembre et le 11 janvier, de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Ciub, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

### EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 9 et 23 décembre.

● A Amiens : le 1<sup>er</sup> samedi de chaque mois, de 10 à 12 h, place du Marché.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 à 12, soit les 2 et 16 décembre.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

● A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 31 décembre et le 28 janvier.

● Le Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleury tous les quinze jours, soit les 10 et 25 décembre.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches, 10 décembre, 14 janvier, etc.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit le 17 décembre et le 21 janvier.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

### EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 82926